



Omaggio dell'autore

DE L'IVRESSE

AU POINT DE VUE DU DROIT PÉNAL

PAR

TANCRÈDE CANONICO

RAPPORT

sur la

**Question proposée au Congrès
pénitentiaire international de Saint-Petersbourg.**

DE QUELLE FAÇON L'IVRESSE PEUT ÊTRE ENVISAGÉE DANS LA
LÉGISLATION PÉNALE

- a) *Soit comme infraction considérée en elle-même ;*
- b) *Soit comme circonstance s'ajoutant à une infraction et pouvant en détruire, atténuer ou aggraver le caractère de criminalité ?*

INTRODUCTION.

Chaque question qui, comme celles sur l'ivresse, se rattache à l'imputabilité des actions de l'homme, nous pousse à approfondir tous les éléments moraux et physiques dont se compose la personnalité humaine. C'est pour cela que chacune de ces questions éveille le plus grand intérêt.

Mais, l'ivresse étant un état anormal de l'organisation et des facultés morales de l'homme, il est impossible de bien en apprécier la nature et les conséquences sur l'imputabilité pénale, si on ne la considère pas d'abord en rapport avec l'état normal de ces

facultés et de cette organisation. Chaque étude pathologique pré-suppose la connaissance de la physiologie.

L'idéal de la vie de l'homme, dans son état normal, est l'action continuelle sur la ligne de la vérité, de la justice, de l'amour de ses semblables, dans l'équilibre complet de ses forces physiques et morales; par conséquent, l'éveil et l'effort continuels pour soutenir ces forces et cet équilibre, pour agir sur cette ligne.

L'homme doit donc chercher tout ce qui aide à conserver ou à rétablir ces forces et cet équilibre : il doit vaincre ou écarter tout ce qui peut les affaiblir ou le troubler. Appliquant cette loi générale au sujet qui nous occupe, il est évident que, dans le cas d'épuisement ou de relâchement des forces physiques, l'emploi de boissons excitantes dans une mesure convenable, non seulement n'a rien qui puisse être blâmé, mais peut, au contraire, être très utile à rétablir l'équilibre dans le corps de l'homme.

Il y a même des cas où, par exemple, pour soutenir une fatigue extraordinaire, pour bien réussir dans un travail urgent et difficile de l'esprit, un certain degré de chaleur et d'excitation est nécessaire. Combien de fois une tasse de bon café prise à temps n'a-t-elle pas contribué à donner de la concentration à nos facultés et de la lucidité à nos idées : un petit verre de Bordeaux à ranimer nos forces épuisées dans une longue excursion, à prolonger dans la nuit et finir en quelques heures un travail pressant qui nous aurait pris toute la journée si nous l'avions renvoyé au lendemain ! — Dans ces cas, l'usage de ces boissons dans une mesure un peu plus large qu'à l'ordinaire, mais proportionnée au besoin réel, devient une aide qu'il ne faut pas négliger : car l'équilibre serait rompu si l'homme ne procurait pas à son corps le degré de force indispensable à l'effort plus grand qu'il doit faire.

Un verre de vin de plus, dans un repas d'amis qui se réjouissent ensemble, aide souvent à une cordialité plus franche, à l'épanchement naturel, à des confidences difficiles, à des réconciliations.

En tout cela il n'y a aucun dérèglement, tout demeure dans l'ordre.

Mais il arrive trop souvent que l'on excède. La satisfaction d'un besoin se transforme facilement en une source de jouissances ignobles et dangereuses. Ainsi nous voyons des hommes

de fatigue qui, sous le prétexte de se renforcer, s'enivrent : des littérateurs, des poètes, des musiciens, des peintres, qui, étouffant en eux le souffle sacré, finissent par ne plus chercher l'inspiration que dans les boissons alcooliques ; des viveurs, qui ne sortent de leurs repas gourmands que la tête troublée et les jambes chancelantes.

C'est là que commence le déséquilibre qui constitue l'ivresse.

Aucun excès n'est justifiable. Il est juste, cependant, de remarquer que, parmi les facteurs de l'ivresse, il y a souvent (plus souvent, peut-être, qu'on ne le croit généralement) des circonstances individuelles, soit morales, soit physiques, et des circonstances sociales.

Le pauvre, forcé à une nourriture malsaine ou insuffisante, aussitôt qu'il a quelques sous dans sa poche, est poussé à chercher une force factice dans des boissons alcooliques. C'est un des cas auxquels peut s'appliquer le mot, plaisant en apparence mais profond, de Frédéric II : « *Toute civilisation sort de l'estomac.* »

D'autres fois, l'ivresse est occasionnée par une position malheureuse, par des tourments d'esprit, par le désespoir. L'homme supérieur lutte : celui qui n'a pas le courage ou la force de lutter cherche à s'étourdir.

D'un autre côté, on ne peut pas nier que certaines conditions de l'organisme, que l'état pathologique de certains organes pousse l'homme à abuser des boissons alcooliques et paralyse en partie sa force ordinaire de résistance. Cet état anormal des organes peut être personnel à certains individus, comme suite de quelque maladie, ou (ce qui arrive le plus souvent) du désordre moral, de l'usage anormal de leur activité intérieure : il peut aussi être héréditaire, c'est-à-dire porté en soi en naissant de parents dont l'organisation était déjà altérée par des maladies ou des abus.

L'ivresse, enfin, peut être facilitée par les circonstances sociales au milieu desquelles un individu s'est développé, ou se trouve : par exemple, par le manque d'éducation, par les mauvais exemples, par la difficulté de trouver du travail, par le genre d'occupation, par l'abondance de cabarets, par le manque d'assistance publique et de vigilance suffisante de la police, etc.

Si plusieurs de ces circonstances concourent ensemble, il est

facile de voir que l'ivresse sera plus fréquente, selon les individus et selon les lieux.

Il est très intéressant d'étudier en détail toutes ces circonstances. Mais, étant forcé à me borner ici à ce qui est strictement nécessaire pour résoudre la question proposée au Congrès, je ne dois m'occuper de cet état anormal de l'homme que dans ses rapports avec la sécurité publique : en le considérant, soit en lui-même, soit dans son influence sur l'imputabilité des crimes.

Pour arriver à des conclusions vraies, il faut d'abord étudier les faits d'après nature : c'est-à-dire, il faut voir d'abord en quoi consiste l'ivresse et quelles en sont les conséquences ; quels en sont les rapports avec les maladies, les aliénations mentales, les décès, les crimes. Il faut voir ensuite comment l'ivresse a été envisagée, au point de vue du droit pénal, par les législateurs et les écrivains. Il faut enfin placer les faits, les codes et les livres à la lumière des principes et en tirer les conséquences pratiques. Il ne s'agit pas de faire un traité : d'ailleurs, ces quelques pages sont adressées à des personnes qui ont approfondi la matière. Quelques aperçus synthétiques et sommaires vaudront donc mieux que de longues analyses. Pour ceux qui ont beaucoup voyagé et observé, une description détaillée est un poids insupportable : le souvenir des endroits plus marquants, rappelé à leur mémoire, les réjouit et les charme ; car, à côté des impressions plus profondes reçues autrefois, cela éveille en eux des réflexions nouvelles et fécondes d'application pour la pratique de la vie.

I

L'ivresse et ses conséquences.

§ 1. IVRESSE.

L'usage des boissons fermentées, dès qu'il commence à dégénérer en abus, produit dans l'organisation de l'homme et dans ses facultés morales certains phénomènes : à partir du moment où la raison commence à être troublée, la volonté affaiblie, jusqu'au

point où arrive le délire, un sommeil involontaire et profond, parfois même la mort.

Cette perturbation de la sensibilité, de la motilité, des facultés volitives et intellectuelles, des fonctions organiques, est un véritable empoisonnement. Une dose modérée de liqueurs alcooliques produit une animation physique et intellectuelle qui réjouit le cœur et rend tout travail plus facile. Dès que l'abus commence, l'animation se change en exaltation, qui va progressant jusqu'à la turbulence. Un trouble se manifeste dans tous les sens : la démarche devient chancelante, la parole devient difficile : le buveur se trouve enfin dans l'impossibilité absolue d'articuler des mots et de se tenir debout.

A un degré plus haut, on remarque l'absence complète de la raison : quelquefois un délire furieux, ou, au contraire, une propension invincible au sommeil. La figure de l'homme ivre est tantôt très injectée de sang, tantôt d'une extrême pâleur. Les veines de son cou sont enflées, sa respiration est précipitée : souvent il est sujet à des vomissements de matières aigres, à des évacuations involontaires : il est en proie à une céphalgie violente et il perd complètement l'usage des sens. Si l'ivresse n'est pas habituelle, un sommeil profond suffit d'ordinaire pour guérir de cet état.

A un degré encore plus fort, l'ivresse amène un état apoplectique, qui peut durer trois ou quatre jours et produire la mort.

L'autopsie montre bien souvent une congestion cérébrale qui ne laisse pas bien distinguer l'ivresse de l'apoplexie.

Je ne crois pas nécessaire de désigner chacun de ces degrés par une dénomination spéciale. Ces distinctions terminologiques peuvent se multiplier à l'infini, selon le point de vue auquel on se place et le système scientifique qu'on suit : d'ailleurs, j'ai toujours remarqué que les dénominations systématiques, cristallisant la chose dans une formule abstraite et dogmatique, lui ôtent la vie ; et, au lieu d'aider l'esprit dans son travail, lui créent souvent un obstacle qui lui empêche d'envisager la vérité de tous ses côtés. Il suffit de remarquer pour notre sujet que, selon le degré différent de l'ivresse, l'exercice des facultés morales de l'homme peut être plus ou moins troublé, ou même rendu tout à fait impossible.

Lorsque l'abus des boissons alcooliques devient habituel, soit qu'il ait été poussé jusqu'à l'ivresse, soit qu'il consiste seulement dans l'usage excessif de ces boissons, il arrive qu'au bout de quelques années l'appétit est troublé, le malade mange moins et est poussé à boire toujours davantage : ses mains tremblent, sa langue traîne les mots et balbutie; des taches volantes, comme des mouches, passent et repassent devant ses yeux. Ce dernier phénomène, selon ses différents degrés, est vulgairement indiqué, par les gens du peuple de quelques pays du Nord, avec ces expressions : « Je vois des petits diables »; je vois l'éléphant blanc »; et, quand cela arrive aux dernières limites, l'ivrogne s'écrie : « Je vois le dragon vert ». Plusieurs, qui se font un mérite de n'être arrivés qu'à l'*éléphant blanc*, parlent avec horreur de ceux qui ont poussé jusqu'au *dragon vert*.

Le sommeil du patient est agité; il ressent des fourmillements aux extrémités inférieures, des crampes : ces fourmillements deviennent peu à peu permanents et s'étendent au tronc et à la partie supérieure du corps; les jambes chancellent; l'affaiblissement s'empare de toute l'organisation; la sensibilité s'émousse; suivent des vertiges, l'hébétisme, l'abrutissement; des hallucinations, des terreurs soudaines troublent l'esprit, surtout le soir. Les pupilles se dilatent, la rétine devient moins sensible à la lumière; des douleurs gastriques, le dégoût des aliments, une tension pénible à l'épigastre, un amaigrissement progressif, des secousses convulsives, amènent souvent à l'épilepsie et parfois à la mort.

Cette affection, causée par l'abus habituel des boissons alcooliques, est appelée par les médecins *alcoolisme*.

Lorsque l'alcoolisme est à l'état aigu, il se produit le délire accompagné par l'agitation et le tremblement de tous les membres : ce qui fait appeler cette intoxication alcoolique aiguë *delirium tremens*.

Parfois l'alcoolisme produit une tendance irrésistible à boire; que, du nom grec qui désigne la soif, on appelle *dipsomanie*.

L'ivrogne devient de moins en moins capable de résister à la fatigue, au changement de l'atmosphère, aux privations; le traitement de ses maladies est plus difficile; dans les temps d'épidé-

mies, la mortalité est considérablement plus grande chez les ivrognes.

Apathique, sans énergie et sans initiative, poltron, oublieux de ses proches et de soi-même, se trainant de débauche en débauche, se précipitant vers la misère, sans dignité, crapuleux....., tel devient l'homme dégradé par l'ivresse habituelle.

Les circonstances qui favorisent l'ivresse et l'ivrognerie étant très nombreuses (ainsi qu'on l'a vu plus haut), il n'y a pas à s'étonner si le nombre des ivres et des ivrognes est relativement très considérable.

L'ivresse étant un véritable empoisonnement qui trouble, d'une manière plus ou moins profonde et étendue, l'organisation et par conséquent l'exercice régulier des fonctions organiques et des facultés morales de l'homme, il est évident que, — comme elle est la source de maladies, d'aliénations mentales, de décès. — de même elle est aussi la source de plusieurs crimes et délits : surtout de coups, de blessures, d'homicides, d'injures : crimes et délits qui, par leur nature, découlent le plus souvent d'une excitation violente, à laquelle, ainsi que l'on a vu, l'ivresse contribue puissamment.

§ 2. CONSÉQUENCE DE L'IVRESSE.

Il serait d'un grand intérêt et d'une grande utilité pratique de pouvoir connaître avec exactitude quel est le nombre annuel des personnes ivres, soit en rapport au nombre total des habitants d'un Etat, soit en rapport au sexe et à l'âge des ivres eux-mêmes, soit en rapport à chacune des circonstances qui favorisent l'ivresse; de pouvoir connaître quel est le nombre et la nature des maladies causées par l'ivresse, tenant compte des éléments personnels aux malades et des éléments héréditaires; quels sont le nombre, les espèces d'aliénations mentales, le nombre de décès venant de la même source; quel est enfin le nombre et la qualité des crimes commis par les ivres et les alcoolistes. Mais, dans l'état actuel de notre science encore si pauvre, une telle connaissance est très difficile. Car, d'un côté, le plus souvent, il y a plusieurs causes qui concourent, avec l'ivresse, à produire les maladies, les aliénations mentales, les décès et les crimes;

et, dans les différents cas, il n'est pas aisé de faire nettement la part de chacune de ces causes. D'un autre côté, les études statistiques, quoique cultivées avec ardeur par des hommes éminents, sont encore, on peut bien le dire, dans leur enfance : soit par la difficulté d'avoir des données assez exactes, soit à cause des observations relativement encore peu nombreuses, soit à cause du manque d'un point de vue assez élevé, compréhensif, complet, d'une méthode constante et uniforme, soit enfin à cause du petit nombre d'années qui se sont écoulées depuis que les Gouvernements ont tourné leur attention vers cet ordre de recherches et commencé à les organiser d'une manière rationnelle et dans un but pratique. De sorte que ce qu'on appelle les *statistiques* ne sont encore, en vérité, jusqu'à présent, que des essais, très utiles sans doute, mais incomplets et insuffisants pour autoriser tout homme sérieux à des conclusions sûres et précises.

Cependant, pour présenter ici une idée, autant que possible moins incomplète, sur l'ivresse et ses conséquences, c'est-à-dire sur le fait dont la loi pénale doit s'occuper pour bien résoudre la question dont il s'agit, je crois qu'il ne sera pas hors de propos, en profitant des travaux précieux que nous possédons déjà, de donner quelques aperçus statistiques sur le nombre des ivres, sur le nombre des maladies, des décès, des aliénations mentales et des crimes qui sont la suite de l'ivresse; surtout pour ce qui regarde l'Italie, pour laquelle il m'a été plus facile de recueillir des matériaux, grâce à l'obligeance de mon excellent ami, M. Bodio, directeur général de la statistique du Royaume, que je suis heureux de pouvoir remercier ici publiquement. Cela servira toujours à éveiller de plus en plus l'intérêt sur ce côté très important de la question, à fixer quelques jalons pour la route qui pourra être mieux tracée ensuite et parcourue dans tous les détails par ceux qui viendront après nous.

a) *Nombre des ivres.*

Quel est le nombre annuel de ceux qui s'enivrent en Italie?

Il est évident que, pour donner à cette demande une réponse précise, il faudrait avoir pu, comme Gil Blas, soulever les toits des maisons et regarder, non seulement dans tous les cabarets et

restaurants, mais aussi dans toutes les réunions privées et dans tous les ménages. Devant donc nous borner aux cas d'ivresse officiellement constatés, les chiffres que je présente n'indiquent que le nombre des ivres ramassés dans les rues par les fonctionnaires ou les agents de la sûreté publique. Or, leur nombre est, en total, pour tout le Royaume d'Italie :

En 1881, de	8,089
» 1882, »	9,476
» 1883, »	8,496
» 1884, »	9,362
» 1885, »	9,104 (*)

Pour donner une idée de la proportion des ivres par région, j'ajouterai que les 9,104 de l'année 1885 se trouvent ainsi partagés :

Piémont.....	1,217
Ligurie	450
Lombardie	1,156
Vénétie.....	966
Emilie.....	877
Toscane.....	1,198
Marches.....	8
Ombrie.....	61
Rome.....	1,038
Abruzzes	67
Campanie.....	673
Pouilles	106
Basilicate.....	7
Calabres.....	87
Sicile.....	1,025
Sardaigne	168
TOTAL....	<u>9,104</u>

Il suffit de jeter un coup d'œil sur ces chiffres pour s'apercevoir que, même quant à la catégorie des personnes ivres auxquelles elles se rapportent, on ne peut en tirer des notions exactes. Com-

(*) Voir *Annuario statistico Italiano* des années 1886-87.

ment croire que, pendant qu'on a surpris dans les rues 1,038 ivres à Rome, 1,217 dans le Piémont, on n'en ai trouvé, dans la même année, que 8 dans les Marches et 7 dans la Basilicate? Evidemment, — à part la sobriété incontestablement plus grande dans certaines régions, favorisée aussi par des circonstances locales, — pour expliquer cette différence il ne faut pas oublier de tenir compte aussi du nombre relatif des agents de la sûreté publique et du degré de leur diligence dans les divers endroits. Il faut donc ajouter à ces chiffres tous les cas d'ivresse, quoique publique, qui n'ont pas été constatés, tous les cas d'ivresse qu'on a seulement reconnus au moment du procès pour crimes ou délits commis dans cet état, et tous les autres, bien plus nombreux, dans lesquels l'ivresse était incomplète, ou qui échappent nécessairement, par des circonstances dans lesquelles ils se produisent, à toute vigilance de la police.

Ce ne sera point sans intérêt de faire remarquer dans quelle proportion le nombre des ivres se trouve en Italie, avec le nombre des débits de vins, de bière, de liqueurs (y compris les restaurants et les cafés) qui sont sous la surveillance de l'autorité de sûreté publique. Voici les chiffres de ces débits pour tout le Royaume :

En 1874	146,075
» 1878	156,364
» 1884	167,472

Dans cette dernière année (1884), ces débits étaient ainsi partagés :

Restaurants, auberges, cabarets.....	77,394
Cafés, brasseries, débits de vin.....	65,785
Débits de liqueurs.....	24,293
TOTAL....	167,472

Ce qui fait, en total, une moyenne de 59 débits pour 10,000 habitants. Et, si nous voulons connaître quelle est cette moyenne dans les différentes régions, nous trouvons pour 10,000 habitants :

En Piémont	48 débits.
» Ligurie.....	68 »

En Lombardie....	69 débits.
» Vénétie.....	61 »
» Emilie.....	53 »
» Toscane.....	69 »
» Marches.....	55 »
» Ombrie.....	65 »
» Rome	84 »
» Abruzzes.....	57 »
» Campanie	59 »
» Pouilles.....	48 »
» Basilicate.....	41 »
» Calabres.....	53 »
» Sicile	52 »
» Sardaigne....	65 »

b) *Nombre des malades par suite d'ivresse ou d'alcoolisme.*

Si les données statistiques qu'on a pu recueillir jusqu'ici en Italie sur le nombre annuel des personnes ivres sont encore très vagues, moins indéterminées sont celles qui regardent le nombre des maladies et des décès causés par l'ivresse. Car, tandis qu'il est difficile de constater tous les cas d'ivresse, on connaît exactement le nombre des malades qui entrent dans les hôpitaux; et, sur ce nombre, on peut facilement constater combien de maladies et de décès sont la conséquence directe de l'ivresse ou de l'alcoolisme. Ce n'est que depuis l'année 1883 qu'on a commencé en Italie la statistique des malades traités dans les hôpitaux civils du Royaume; et, au moment où je trace ces lignes, elle n'a été publiée que jusqu'en 1885.

Il en résulte que, pendant les années 1883-84-85, il y a eu, dans les hôpitaux civils de tout le Royaume, un total de 2,886 malades à cause d'ivresse et d'alcoolisme, dont 223 sont morts. Dans la table n° I, placée à la fin de ce rapport (page 44), on en verra le nombre respectif par compartiments; et, dans chaque compartiment, on en verra le chiffre proportionnel à dix mille malades en général.

Mais l'abus des boissons alcooliques, en dehors des maladies et des décès dont il est la cause directe, peut déterminer des

inflammations chroniques du foie, des gastrites chroniques, des céphalgies, des altérations de la vue. D'un autre côté, à cause de l'ivresse, l'homme qui se trouve dans cet état peut, en tombant, recevoir des contusions, des blessures, des fractures, des luxations. Il faut donc tenir compte de toutes ces altérations organiques pour bien évaluer l'influence de l'ivresse sur les maladies.

Une telle statistique n'a été commencée en Italie qu'en 1885; et elle nous donne, pour cette année, les résultats suivants, qui se bornent aux individus traités dans les hôpitaux :

	Malades	Morts
Pour alcoolisme.....	468	51
Pour ivresse.....	486	8
Pour d'autres maladies ayant leur source dans l'abus alcoolique.....	852	—

La table II (page 45) en présente les chiffres par compartiments et les chiffres proportionnels à 10,000 des malades en général. On peut voir, par cette table, que l'alcoolisme a produit des conséquences plus graves dans les Marches, dans la Vénétie, la Lombardie, la Ligurie; des conséquences moins graves dans le Piémont, l'Emilie, la Toscane, la Sardaigne, l'Ombrie, le Latium; des conséquences minimales dans les provinces méridionales.

c) *Nombre des morts par suite d'ivresse ou d'alcoolisme.*

Pour ce qui concerne les décès, outre les statistiques sus-indiquées se rapportant seulement aux malades traités dans les hôpitaux civils, nous avons en Italie des statistiques générales. Mais ce n'est qu'à partir de 1887 qu'elles ont commencé, sur ce sujet, à être faites pour tout le Royaume; et les résultats n'en sont pas encore publiés jusqu'à ce moment.

La statistique sur les causes des décès a été commencée, il est vrai, dès 1881, et j'en ai sous les yeux les résultats jusqu'à 1886. Mais elle se bornait, quant à ces années, aux 284 communes chefs-lieu de province ou d'arrondissement et n'embrassait en total que sept millions d'habitants.

La statistique de ces six années nous donne, dans les limites que je viens de noter, un chiffre de 1,911 décès, dont 1,790 par

alcoolisme, 121 par ivresse. La table III (page 46) en donne les détails par compartiments et la proportion en raison du nombre total des habitants. Les données statistiques pour l'Italie, pendant cette période, étant limitées aux communes chefs-lieu de province ou d'arrondissement, tandis que, pour plusieurs autres Etats, les données sur les maladies et sur la mortalité des ivres et des alcoolistes se rapportent aux habitants de tout le territoire (y comprises les communes rurales), il s'en suit que, pour ces Etats, le chiffre des maladies et des décès est, en apparence, moindre. Ainsi, on ne pourra obtenir de résultats exacts, par ces études comparatives, que lorsque les statistiques seront organisées partout avec la même étendue et d'après les mêmes méthodes; et, lorsque les observations embrassent plusieurs années, il faut aussi tenir compte de l'augmentation progressive de la population, très considérable dans certains centres. Cependant, il ne sera pas sans intérêt d'avoir sous les yeux quelques résultats recueillis dans les documents officiels de chaque pays et coordonnés par Etats en groupe de villes.

Les tables IV et V (pages 46 et 47) résument ces résultats comparatifs respectivement quant aux malades, et quant aux morts à cause d'alcoolisme ou d'ivresse.

Il est bon de remarquer que, comme en Angleterre, dans les Etats-Unis d'Amérique il y a des hôpitaux exclusivement destinés au traitement des alcoolistes. Dans le seul hôpital de Boston on en a traité 4,210 depuis 1859 jusqu'à 1875.

d) *Nombre des aliénés par suite d'ivresse ou d'alcoolisme.*

Si le chiffre des malades à cause d'ivresse ou d'alcoolisme, par rapport au nombre total des malades, n'est pas à négliger, le nombre des aliénés par suite de ces mêmes causes est peut-être plus considérable encore.

Lorsque Sénèque, voulant énoncer une idée purement morale, appelait l'ivresse une *folie volontaire*, il énonçait en même temps, sans le savoir, un phénomène pathologique, que l'observation expérimentale confirme de plus en plus.

Quoique les statistiques italiennes ne soient qu'à leur commencement, on peut cependant déjà établir avec approximation,

d'après les données de cinq ans (depuis 1883 jusqu'à toute l'année 1887), que la moyenne annuelle des aliénés des deux sexes à cause de phrénose alcoolique, dans les hôpitaux du Royaume, est de 531; et que la moyenne annuelle, sur mille aliénés en général, en est de 54. On peut en voir les chiffres détaillés dans la table VI (page 47).

e) *Nombre des délinquants par suite d'ivresse ou d'alcoolisme.*

La surexcitation de l'organisme produite par l'ivresse étant la source de maladies qui conduisent parfois jusqu'à la folie, pousse facilement à la colère et aux crimes qui en sont la suite; d'autant plus que, souvent, l'ivresse elle-même est déjà la conséquence d'une déviation morale, qui se trouve au fond de tous les crimes, qui en est la source première, et à qui le désordre organique causé par l'ivresse fournit un instrument plus propice pour se manifester extérieurement. Car (ainsi que dès son temps le remarquait Isocrate), *cum vino mens obruitur, idem quod curribus evenit, a quibus aurigæ sunt excussi. Nam ut hi temere feruntur, carentes gubernatoribus, sic animus in multa delicta impellitur, ratione subversa* (*).

La difficulté de donner des chiffres précis sur le nombre des crimes et délits qui ont leur source dans l'ivresse ou l'alcoolisme est encore plus grande que pour le chiffre des maladies et des décès; car les statistiques pénales publiées en Italie par la Direction générale de la statistique depuis 1880 ne donnent de notices, quant à l'influence de l'ivresse sur la criminalité, que pour les crimes contre les personnes qui ont été jugées par les cours d'assises, nous montrant le nombre des condamnations pour de tels crimes causés par l'abus des boissons alcooliques.

Comme on peut le voir par la table VII (page 46 a), la proportion de ces crimes oscille entre le 2 et le 4 % par an (**).

(*) *Ad dæmonium parænesis.* (Traduction de Wolff.)

(**) Il faut aussi remarquer, en examinant les statistiques, qu'elles ne peuvent nous donner les chiffres des crimes commis dans l'ivresse qui échappent à la vigilance de la police; et que les tables que je présente, donnant purement le nombre des crimes commis dans l'ivresse qui ont été suivis de condamnation, laissent de côté ceux pour qui a été prononcée une ordonnance de *non lieu* ou une sentence d'absolution.

Mais cela ne nous éclaire qu'en partie; car les délits contre les personnes plus fréquemment produits par l'ivresse sont les délits moins graves, tels que les coups, les blessures, les injures, qui sont jugés par les tribunaux et les préteurs, et sur lesquels nous n'avons pas encore de statistiques régulières.

De même nous n'avons pas encore des données exactes quant aux délits de rébellion contre l'autorité et quant aux délits contre les bonnes mœurs, qui sont aussi, bien souvent, le produit de l'ivresse. Cependant, on peut tirer quelque induction en comparant le nombre des délits qui sont le fruit ordinaire de l'ivresse avec le nombre des habitants.

La table VIII (page 48) montre la proportion de ces délits par rapport à cent mille habitants. D'après ces résultats, et en comparant, dans chaque compartiment, le nombre des délinquants par alcoolisme avec le nombre des malades et des morts par suite de la même cause, il ne semble pas que les provinces où l'abus des alcooliques produit un plus grand dommage à la santé soient aussi celles où la criminalité est plus grande. Il ne faut pas oublier cependant que ces conclusions ne peuvent être sûres : car trop grand est le nombre des causes qui concourent à produire le crime, et leur action est trop complexe pour qu'on puisse tenir compte de toutes et faire exactement la part de chacune.

Il est néanmoins remarquable que les statistiques des prisons dans les années 1877, 1878, 1879 nous donnent à peu près le même résultat. Les provinces où les maladies produites par l'alcoolisme sont plus fréquentes, — telles que la Lombardie, la Vénétie, la Toscane, l'Emilie, — ne sont pas les provinces où l'on commette le plus grand nombre de crimes en état d'ivresse, ainsi qu'on peut le voir par la table IX (page 49).

En 1870, on a fait une recherche spéciale sur le nombre des délits commis dans les jours de fête en rapport au nombre des délits commis dans les jours de travail. En calculant, en moyenne un jour de fête sur cinq jours de travail, on a cherché à établir quelle est, sur cent crimes ou délits, la proportion de ceux qu'on commet dans les jours de fête. Par ces résultats, qu'on peut voir dans la table X (page 49), on constate que les crimes et délits sont

considérablement plus nombreux dans les jours de fête que dans les jours de travail.

f) *Nombre des délinquants fils d'alcoolistes.*

Il serait très intéressant de connaître quel est, parmi les délinquants, le nombre de ceux qui, ayant ou non commis eux-mêmes le crime en état d'ivresse, sont fils de parents alcoolistes; car, de tout temps, on a remarqué l'influence qu'exerce sur les tendances des enfants l'ivrognerie des parents, et même leur état d'ivresse au moment de la conception, ainsi que l'abus des boissons enivrantes de la part de la mère pendant la grossesse. Mais nous n'avons pas, en Italie, des données officielles sur cette matière; et, d'ailleurs, il faut bien reconnaître qu'il n'est pas facile de s'en procurer avec exactitude.

Il n'y a, jusqu'à présent, que des observations partielles et privées, faites par des savants sur les cas que leurs recherches patientes ou leur position offraient à leurs études. Pour en citer quelques-unes, on a remarqué, par exemple, que, sur 2,800 délinquants mineurs, 6 % à peu près, sont nés de parents ivrognes. Le professeur Virgilio a trouvé la proportion d'environ 22 % sur les criminels qu'il a étudiés. Le docteur Marro, dans son intéressant ouvrage *Sur les Caractères des Délinquants*, au chapitre XIV de la seconde partie, sans donner des statistiques formelles, raconte plusieurs faits observés par lui qui confirment l'influence de l'alcoolisme des parents sur la criminalité des enfants.

§ 3. INDICATION DE QUELQUES TRAVAUX SUR CETTE MATIÈRE.

Sur tous ces points, que j'ai ici à peine effleurés, s'est tournée depuis quelque temps, avec une nouvelle ardeur, l'attention des savants et des Gouvernements. Il n'entre pas dans le cadre de cet écrit de faire une analyse complète de tous ces travaux : il suffira d'en citer quelques-uns.

Le docteur Lunier, inspecteur des maisons de fous en France, dans un écrit publié par la *Tempérance* (Bulletin de la Société française de tempérance, année 1877, livraisons 3 et 4), montre

que le plus grand nombre de malades, d'aliénés, de morts, de criminels, on le rencontre dans les départements où est plus abondante la consommation des liqueurs. Et le professeur italien Henri Ferri, député au Parlement, dans une étude qu'il a faite sur la criminalité en France, fait voir que, en se tenant aux grandes lignes, le nombre des crimes et délits contre les personnes est en raison directe de la consommation des boissons alcooliques.

La Direction générale de statistique du Royaume d'Italie, ayant fait, en 1878, une enquête sur la quantité d'alcool introduite de 1874 à 1878 dans 63 communes, chefs-lieu de province ou d'arrondissement, est arrivée à des résultats analogues à ceux du docteur Lunier (*).

Le Sénat français avait aussi nommé une Commission spéciale d'enquête sur la consommation de l'alcool en France. Le 7 février 1887, le sénateur Claude (des Vosges) a présenté un rapport en deux volumes sur les résultats de cette enquête (**). A ce rapport est joint un atlas de seize tables graphiques dont les deux dernières regardent l'influence de l'ivresse sur la criminalité : et, d'une manière plus spéciale, la moyenne des prévenus pour ivresse en chaque département, par rapport à la population, ainsi que le nombre des accusés jugés par les cours d'assises et les tribunaux.

Il en résulte que, là où l'on abuse davantage de l'eau-de-vie, la criminalité est plus grande.

Ceci me rappelle un mot de l'excellent M. Almquist, qui était jadis directeur général des prisons en Suède (et dont nous déplorons tous la perte encore récente), lorsque nous visitâmes ensemble les prisons de Stockholm : « S. M. le Roi, me dit-il, m'ayant un jour demandé quelle est en Suède la source la plus fréquente de crimes, je lui répondis : « — Ah ! Sire, si nous n'avions pas de l'eau-de-vie!... »

Une des études les plus importantes qui aient été faites en Allemagne sur cette matière est celle du docteur A. Bær, médecin des prisons de Plötzensee (***). Il montre, par des faits nom-

(*) Voir *Annali di statistica*, série II, vol. 8 : *commenti sui materiali di etnografia italiana*.

(**) Paris. P. MOUILLOT, imprimeur du Sénat. 1887.

(***) *Der Alcoolismus*, etc. (Berlin, 1878. Verl. von Aug. Hirschwald.)

breux, que l'alcoolisme est une des causes les plus ordinaires du paupérisme : qu'il favorise l'ignorance et l'immoralité ; qu'il détruit les liens de la famille ; qu'il est un des stimulants les plus puissants aux crimes. Selon les recherches du docteur Baer, à Philadelphie, sur 2,421 prisonniers, 2,020 avaient l'habitude des boissons enivrantes ; sur 1,129 meurtres, 446 avaient été commis dans les cabarets. En Allemagne, le tiers environ des criminels se compose de forts buveurs.

Le Gouvernement fédéral suisse a fait faire, de 1882 à 1884, sur la question de l'alcoolisme, une grande enquête par rapport à la Suisse et à plusieurs Etats d'Europe et d'Amérique, et en a publié les résultats en deux volumes, ayant pour titre : « Message du « Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur la question de l'alcoolisme. Exposé comparatif des lois et des expériences de quelques « Etats étrangers. » (Berne, 1884.)

Il résulte de cette étude qu'en Suisse, sur 2,560 prisonniers (1,173 hommes et 387 femmes), 1,030 (941 hommes et 89 femmes), c'est-à-dire 40 %, sont adonnés à l'abus des boissons alcooliques. Dans huit maisons de correction pour les mineurs, le 50 % des filles et le 45 % des garçons sont issus de parents, dont l'un au moins était alcooliste.

Outre l'ouvrage du professeur Lombroso *L'uomo delinquente*, et sa conférence *Il vino nel delitto, nel suicidio, nella pazzia* (où il décrit plusieurs cas étudiés par lui), outre les écrits du professeur Ferri, on peut consulter utilement, parmi les auteurs italiens qui se sont occupés de cette question dans leurs études anthropologiques, le docteur Eugène Fazio *L'ubbriachezza e le sue forme* (Naples, 1876) ; le docteur Napoléon Colajanni *L'alcoolismo, sue conseguenze morali e sue cause*, où il s'efforce de nier le rapport entre l'alcoolisme et la criminalité, et dont les conclusions ont été combattues par le docteur Virginio Rossi dans un article publié par *l'Archivio di psichiatria* ; le docteur Marro, dans son remarquable ouvrage, déjà cité, *I caratteri dei delinquenti* ; le professeur Mecacci, *Della coesistenza dell' ubbriacherza e della premeditazione* ; le professeur Berenini, *Dell' ubbriacherza considerata sotto il triplice aspetto di contravvenzione, di causa diminvente e di causa dirimente la imputabilità penale*.

L'aperçu, quoique si sommaire et incomplet, que je viens de

donner sur l'état de l'ivresse et de l'alcoolisme et sur ses conséquences pathologiques et morales, autorise cependant à conclure que ces deux états exercent une influence incontestable sur la criminalité; mais que l'abus habituel des boissons alcooliques étant, le plus souvent, un état de maladie, qui prédispose parfois à la folie et se manifeste, soit dans celui qui s'habitue à de tels abus, soit dans ses enfants, il faut tenir compte, pour bien apprécier l'imputabilité criminelle de l'homme ivre, non seulement de l'ivresse elle-même, mais aussi des états pathologiques qui en sont la suite ou qui l'ont précédée; soit qu'ils aient eu leur source dans des circonstances personnelles à l'agent, soit qu'ils aient été transmis par la génération. Il en résulte encore que, à cause du rapport si intime existant entre l'état de l'organisation de l'homme et l'exercice des facultés de son esprit (qui ne peuvent manifester extérieurement leurs actes que par l'entremise des organes correspondants dans le corps), il est très difficile, en pratique, de bien déterminer dans quelle proportion chacun de ces éléments concourt à la production de l'acte criminel.

II

L'ivresse au point de vue des législations positives et des principaux écrivains.

Nous avons vu, d'un coup d'œil synthétique, ce que c'est que l'ivresse en elle-même et dans ses conséquences principales.

Il appartient à l'anthropologie d'en étudier les causes et les phénomènes; à la médecine d'en détruire ou d'en atténuer les conséquences pathologiques; à une sage administration publique d'en écarter les occasions; à la morale, à la religion d'en détruire la racine essentielle, qui est toujours dans une déviation morale de l'activité humaine.

Devant ici nous borner à étudier la question au point de vue du droit pénal, il faut voir d'abord ce qu'ont fait, en présence de l'ivresse, les législations pénales et ce qu'en ont dit les écrivains. Plaçant ensuite les faits que nous avons constatés, les disposi-

tions des lois positives qui s'y rapportent et les opinions principales des auteurs à la lumière des principes du droit, la solution de la question qui nous occupe découlera d'elle-même, comme une conséquence naturelle.

§ 1. LÉGISLATIONS PÉNALES SUR L'IVRESSE.

Commençons donc par la première de ces recherches. Qu'ont-elles fait, en présence de l'ivresse, les législations pénales ?

Il ne s'agit pas de donner ici, ni une histoire complète de la législation pénale, ni une complète analyse des législations contemporaines sur l'ivresse. Il suffira, pour notre but, d'en toucher ce qui est strictement nécessaire pour saisir les différents points de vue sous lesquels cette question a été envisagée par les législateurs des siècles passés et par ceux de nos temps.

En parcourant à grands traits les annales des législations pénales sur cette matière, il est aisé de voir qu'elles peuvent se classer en deux groupes différents : celles qui punissent de la peine ordinaire le crime commis dans l'ivresse, et l'ivresse elle-même, et celles qui reconnaissent dans l'ivresse un motif pour diminuer le degré de la peine.

A vingt siècles de distance, nous voyons Pittacus de Mytilène et Charles-Quint punir le crime commis dans l'ivresse de la peine ordinaire, et punir l'ivresse qui en a été la source. Dans le même sens sont les dispositions de la loi de Hanovre de 1706 et de la loi bavaroise de 1750.

Plusieurs Capitulaires punissaient le soldat ivre en ne lui permettant de boire que de l'eau. Ceux qui, dans l'ivresse, passaient à des voies de fait, étaient punis, — s'il s'agissait d'hommes libres, — par des peines pécuniaires ; s'il s'agissait d'esclaves, par l'amputation des mains.

Des peines sévères, pour le fait seul de l'ivresse, étaient infligées en Angleterre et en France. Tout le monde connaît la fameuse ordonnance de François I^{er}, de 1536, qui punissait l'homme ivre en le mettant au pain et à l'eau ; à la première récidive on ajoutait la flagellation et l'emprisonnement ; aux récidives ultérieures, la

fustigation publique; aux incorrigibles, l'amputation de l'oreille, le banissement, l'infamie.

Par contre, selon le droit romain et le droit canon, on diminuait la peine pour le crime commis en état d'ivresse.

Proposito delinquent latrones, qui factionem habent (dit la loi 11, Dig. de pœnis); *impetu autem cum, per ebrietatem, ad manus et ferrum veniunt*. Et, d'après ces principes, la loi 6, § 7. Dig., *de re militari*, déclare : *Per vinum aut lasciviam lapsis, capitalis pœna remittenda est et militiæ mutatio irroganda*.

De même, nous lisons dans le droit canon, *causa XV. quæst. 1, can. 7*: *Sane discimus vitandam ebrietatem, per quam crimina cavere non possumus. Nam quæ sobrii cavemus, per ebrietatem ignorantes committimus. § 1. Nesciunt quid loquantur qui nimio vino indulgent; jacent sepulti, ideoque si qua, per vinum deliquerint, apud sapientes judices venia quidem facta donantur, sed levitatis damnantur auctores*.

Et, dans la même question, *can. 9*: *Inebriaverunt Loth filiae eius et se nescienti miscuerunt. Quapropter culpandus est quidem, non tantum quantum ILLE INGESTUS, sed quantum ILLA meretur EBRIETAS*.

a) Quant à l'ivresse elle-même.

Si nous étudions les législations contemporaines, nous trouvons d'abord que, presque toutes, elles punissent l'ivresse en elle-même, comme contravention, chaque fois que l'homme ivre est surpris dans des lieux publics. On punit aussi ceux qui amènent dans ces lieux des personnes manifestement ivres ou au-dessous d'un certain âge.

La peine est de l'emprisonnement, de la détention ou de l'amende. On y ajoute, dans quelques Etats (comme par exemple en France), la perte de certains droits, ou (comme en Hongrie) la suspension, pour les propriétaires de cabarets, de l'exercice de leur industrie.

La peine est aggravée par quelques législations (par exemple par celles d'Angleterre et d'Autriche) lorsque l'homme ivre, par la profession qu'il exerce ou par les services auxquels il est obligé,

peut, par suite de l'état où il se trouve, causer facilement des graves dommages ou malheurs.

Ce n'est pas nécessaire que je rapporte ici textuellement les dispositions des différentes lois qui s'occupent de l'ivresse en elle-même et la punissent comme contravention, indépendamment des suites qu'elle peut amener. Il ne sera cependant pas sans quelque utilité de citer quelques-unes des lois principales sur cette matière, afin de faciliter les recherches à ceux qui voudraient en consulter directement les dispositions.

France, loi du 30 janvier 1873;

Angleterre, actes du 10 août 1872 et 30 juillet 1874;

Actes du 3 juillet 1879 sur les maisons de santé pour les dipsomanes ou ivrognes;

Autriche, loi du 19 juillet 1877;

Galicie et Lodomerie, loi du 19 juillet 1877;

Hongrie, code pénal des contraventions de 1879, articles 84 et 85;

Allemagne, code de 1870, §.361, n° 5;

Hollande, code de 1881, articles 426, 453 (modifié par la loi du 15 janvier 1886);

Suède, loi pénale, chap. XVIII, § 15;

Portugal, loi du 3 mai 1878. (Elle déclare que dans les crimes militaires l'ivresse n'est pas une excuse.)

Canton du Tessin, code pénal, article 427;

Canton de Berne, code pénal de 1866;

Italie, code pénal de 1889. Livre III, titre III;

Massachussets, loi du 13 mai 1881.

b) *Quant aux crimes commis dans l'ivresse.*

Plus importante est l'étude des législations modernes en ce qui concerne l'influence de l'ivresse sur les crimes et délits commis dans cet état.

On peut les ranger en trois catégories. Les unes ont des dispositions spéciales sur le degré d'imputabilité des délinquants ivres.

D'autres comprennent l'ivresse, sans la nommer, dans une

disposition générale qui embrasse plusieurs causes de diminution ou d'exclusion totale de l'imputabilité.

D'autres enfin, non seulement n'en parlent point, mais n'ont aucune disposition qui puisse s'y rapporter.

Ce ne sera pas sans intérêt de rappeler l'essence des dispositions législatives de quelques pays à ce sujet, pour chacune de ces trois catégories.

Parmi les législations qui s'occupent de l'ivresse d'une manière spéciale, l'Autriche ne punit point le crime commis en état d'ivresse, contractée sans l'intention de le commettre. Cependant l'ivresse est, dans ce cas, punie comme contravention, et la peine est aggravée si l'agent sait par expérience que, dans l'état d'ivresse, il est sujet à des transports violents de colère ou si le crime est grave (*).

En Portugal, l'ivresse n'exclut point l'imputabilité, mais la diminue :

a) Lorsqu'elle est complète et imprévue, sans qu'on distingue si elle a été précédée ou non par le projet du crime ;

b) Lorsqu'elle est complète, et même volontaire, mais sans l'intention de commettre des crimes (**).

Selon le code du canton du Tessin, l'ivresse complète exclut le *dol*, mais n'exclut pas la *faute*. Si l'ivresse est involontaire et accidentelle, la faute elle-même est éliminée et il n'y a pas lieu à peine. Si l'ivresse n'est pas complète, on diminue d'un degré la peine ordinaire du crime, à moins qu'il s'agisse d'ivresse contractée exprès pour le commettre (**).

Dans le code pénal de New-York, il y a d'abord une disposition générale; selon laquelle n'est pas responsable celui qui est en état d'erreur, s'il résulte qu'au moment de l'action il ne connaissait point la nature du fait qu'il commettait, ni son opposition au précepte de la loi. Il y a ensuite une disposition spéciale à l'ivresse où il est dit que, si l'ivresse est volontaire, la peine du crime ne sera pas diminuée, mais que les jurés devront cependant considérer si même le projet du crime a été conçu pendant l'ivresse (****).

(*) Code pénal de 1852. Partie Ire, § 2, et partie II, §§ 236 et 523.

(**) Code pénal de 1852, réformé en 1884, article 40.

(***) Code pénal de 1873, article 48.

(****) Code pénal de 1881, articles 21 et 22.

En Italie, pendant que le code pénal de la Toscane (qui cessera d'être en vigueur à la fin de l'année 1889) ne s'occupait pas spécialement des délits commis dans l'ivresse et se bornait à déclarer qu'il n'y a pas délit si l'agent, au moment de l'action, n'avait pas la conscience de ses actes ou la liberté d'élection, — le nouveau code pénal, après une disposition générale analogue, dans d'autres articles s'occupe spécialement des délits commis en état d'ivresse; et, dans le cas d'ivresse involontaire et accidentelle, il exclut toute punition si l'ivresse est complète; il diminue la peine ordinaire si elle est incomplète. Si, au contraire, l'ivresse est volontaire, il punit toujours le crime avec diminution de la peine ordinaire, mais avec cette distinction : lorsqu'il s'agit d'ivresse complète, dans les délits plus graves, non seulement on diminue le degré de la peine ordinaire, mais on y substitue une peine d'une nature moins sévère; on se borne à diminuer la peine lorsque l'ivresse volontaire est incomplète. Si, enfin, l'ivresse volontaire a été contractée pour faciliter l'exécution du délit projeté ou pour se procurer une excuse, la diminution de la peine est moindre lorsque l'ivresse est complète; on ne diminue point du tout la peine ordinaire lorsqu'elle est incomplète. Ce code a encore une disposition spéciale pour ceux qui ont commis un délit dans l'état d'ivresse volontaire, complète et habituelle, mais non procurée à dessein pour s'enhardir à commettre le délit ou pour se ménager une excuse. Il autorise dans ce cas l'expiation de la peine dans un établissement spécial, ainsi que cela se pratique en Angleterre et ailleurs pour les ivrognes (*).

La Russie, au contraire qui, dans son code de 1866, avait une disposition spéciale pour le crime commis dans l'ivresse, par laquelle elle le punissait par le *maximum* de la peine (sans dire cependant s'il s'agissait, ou non, d'ivresse complète) lorsque l'agent s'était enivré pour le commettre, et, dans les autres cas, selon les circonstances accompagnant le fait (**), dans le projet du code pénal rédigé par la commission nommée avec un décret impérial du 30 avril 1881, on ne parle plus de l'ivresse en particulier, mais on dit, en forme générale, que le fait n'est pas imputable si l'agent, par insuffisance de ses facultés intellectuelles ou par

(*) Code pénal de 1889. Livre I, titre IV.

(**) Article 106.

dérangement maladif de l'activité de son âme, ou parce qu'il se trouvait dans un état d'inconscience, ne pouvait, au moment de l'action, comprendre la nature ou la signification de ce qu'il faisait, ou ne pouvait diriger ses actions (*).

Parmi les législations de la seconde catégorie, c'est-à-dire parmi celles qui, sous une disposition générale, comprennent l'ivresse parmi les causes influant sur l'imputabilité sans en faire une mention expresse, je ne citerai (outre la Russie) que l'Allemagne et la Hollande.

D'après le code pénal de l'Allemagne, l'agent n'est pas responsable s'il ne connaît pas ce qu'il fait ou s'il est dans un état d'altération malade des facultés mentales excluant la libre détermination de sa volonté (**).

D'après le code pénal hollandais, l'agent n'est pas responsable si le délit a été commis à cause d'un développement incomplet ou d'un trouble maladif de son intelligence (***).

Enfin, parmi les législations qui ne s'occupent ni directement ni indirectement de l'ivresse, comme cause influente sur l'imputabilité des crimes, il suffira de citer les codes français et belge. Selon ces législations, il n'y a, pour le crime commis dans l'ivresse, que les règles générales sur l'imputabilité, et il appartient aux juges de décider, à chaque cas, si un tel crime est ou non imputable.

Comme il s'agit dans cet écrit, non pas de faire une étude de législation pénale comparée sur la matière, mais seulement d'indiquer les méthodes suivies en général par les législations modernes, ce n'est pas nécessaire de pousser plus loin ces citations.

§ 2. OPINIONS PRINCIPALES DES ÉCRIVAINS SUR L'IVRESSE AU POINT DE VUE DU DROIT PÉNAL.

Il ne s'agit non plus de faire une revue scientifique (quoiqu'elle serait, sans doute, très intéressante) des ouvrages des écrivains sur cet important sujet.

(*) Article 36.

(**) Code pénal 1871, articles 51.

(***) Code pénal 1881, article 37.

Ce ne sera pas inutile cependant d'indiquer, en quelques mots, les différents points de vue auxquels les principaux de ces écrivains se sont placés pour résoudre les questions qui s'y rapportent.

Pour ce qui regarde l'ivresse elle-même, à part les écrivains plus anciens, qui confondaient le délit avec le péché, tous les autres peuvent se distinguer en deux classes.

La première est de ceux qui, ne voyant d'action punissable que là où il y a lésion actuelle d'un droit de l'individu ou de l'Etat, et ne trouvant ces éléments dans le fait seul de l'ivresse, ne croient pas que l'ivresse volontaire par elle-même (quoique immorale) puisse être punie par la loi.

La seconde est de ceux qui pensent, au contraire, que l'ivresse volontaire, indépendamment des délits que l'homme ivre peut commettre, doit être punie. Mais ils n'arrivent pas tous à cette conclusion par les mêmes motifs. Il y en a qui croient la punition nécessaire à cause du dommage *en puissance* que l'ivresse renferme : c'est-à-dire à cause du danger de crimes, ou d'autres dommages, que l'ivresse présente. Il y en a d'autres qui voient, dans l'ivresse volontaire et publique, une lésion actuelle à la moralité ou à la tranquillité publique, à cause du mauvais exemple et du trouble qu'elle produit. Il y en a enfin qui concluent à la punibilité de l'ivresse par tous ces motifs à la fois.

Pour ce qui regarde les crimes commis pendant l'ivresse, après avoir constaté les phénomènes qu'elle présente et l'influence qu'elle exerce sur les facultés affectives, volitives et intellectuelles de l'homme, depuis leur surexcitation et leur trouble jusqu'à leur oblitération complète, — les uns se contentent de dire que, selon le différent degré de ces conséquences, l'imputabilité est diminuée ou éliminée tout à fait.

Les autres, par contre (et ils sont les plus nombreux), poussant plus à fond leurs recherches, ne s'arrêtent point à distinguer seulement l'ivresse en imparfaite et parfaite, ou complète; mais ils remarquent aussi qu'elle peut être volontaire ou involontaire, accidentelle ou habituelle; et qu'enfin elle peut avoir été procurée à dessein pour commettre plus facilement le crime ou pour se préparer une excuse.

Ils sont tous d'accord que le délit commis pendant l'ivresse

complète (involontaire et accidentelle) ne peut être puni; et qu'il doit être puni, avec une diminution proportionnée de la peine ordinaire, si l'ivresse (de quelque manière qu'elle ait été contractée) n'est pas complète.

Là où les divergences commencent, c'est lorsque l'ivresse complète, pendant laquelle le crime a été commis, était volontaire, habituelle ou procurée.

Quelques-uns, plus radicaux, soutiennent que, lorsque l'ivresse est complète, le crime ne peut jamais être imputé à l'agent, n'importe de quelle manière il soit parvenu à cet état; car, là où il n'y a pas conscience de soi-même ni liberté d'élection, il ne peut y avoir d'imputabilité. Bien entendu que l'agent devra toujours être puni, sinon pour le crime, pour l'ivresse, en prenant strictement le mot de Farinacius : *ebrius punitur, non propter delictum sed propter ebrietatem*.

D'autres disent que, s'il s'agit de l'ivresse volontaire, et d'autant plus si elle est habituelle et complète, — le délit ne pourra pas être imputé comme fruit de *dol*, car il n'y a pas de volonté directe dans la production de l'acte criminel; mais que, même dans le cas d'ivresse complète, il doit être imputé comme fruit d'une *faute*; car le fait de l'ivresse a été volontaire, et celui qui s'est volontairement enivré pouvait prévoir les conséquences, quoique non voulues, de son acte volontaire.

S'il s'agit enfin de l'ivresse contractée à dessein pour s'enhardir à commettre le crime ou pour se préparer une excuse, on reconnaît généralement qu'il n'y a pas, au moment du délit, un *dol* actuel.

Mais les uns se bornent à exiger, en ce cas, la peine du crime commis par *faute*, quoique ici la faute soit plus grave et doive être plus gravement punie que dans le cas précédent. Les autres, au contraire, soutiennent que, dans ce cas, le crime est le fruit du *dol* et doit être puni comme tel, quoique un peu moins que dans les cas ordinaires; car, dès que le crime a été projeté et voulu avant l'ivresse, et que l'ivresse a été contractée pour le commettre, la nature du moyen employé peut atténuer, mais ne peut pas exclure le *dol* qui a présidé à l'action et a coordonné l'ivresse à ce but.

Tel est, en résumé, l'état de la législation pénale; telles sont

les conclusions des plus remarquables auteurs du droit criminel sur la matière qui nous occupe.

III

L'ivresse au point de vue des principes du droit.

Après avoir considéré l'ivresse en elle-même et dans ses conséquences; après avoir vu comment les législations et les écrivains ont envisagé l'ivresse au point de vue du droit pénal, — il ne nous reste plus qu'à placer tout ce que nous avons observé en présence des principes du droit sur l'imputabilité; et, dans cette lumière, il sera facile de voir comment doit se résoudre la question qui est le sujet de ce rapport.

Mais il importe, avant tout, de se rendre un compte bien clair de ces principes; car, si les principes sont faux ou incomplets, on ne pourra jamais en déduire des conséquences vraies. Il importe aussi de tenir compte des causes intérieures et extérieures qui concourent à la production de l'acte dont la loi pénale doit s'occuper, de l'état physique et moral où se trouve l'homme lorsqu'il le commet; car, sans cela, l'application des principes, quoique vrais en eux-mêmes, ne pourra être que fausse.

Il faut, pour cela, écarter tout brouillard qui empêche d'y voir clair et débayer le chemin de tout obstacle qui empêche d'y marcher d'un pas sûr.

§ 1. CE QU'IL Y A DE VRAI ET CE QU'IL Y A DE FAUX DANS L'APPLICATION DES PRINCIPES DE L'ÉCOLE ANTHROPOLOGIQUE A L'IMPUTABILITÉ PÉNALE.

Pendant longtemps on ne tenait compte, dans cette matière, que du dérèglement moral qui poussait l'homme à l'abus des boissons alcooliques, et des conséquences de cet abus, plus ou moins graves pour la tranquillité et la sécurité publiques. Le développement considérable que les études anthropologiques ont pris

dans ces derniers temps a jeté sur cette question une lumière nouvelle; mais plusieurs circonstances ont contribué à ce que la question, au lieu d'en devenir plus simple, en a été plutôt compliquée davantage.

Ainsi qu'il arrive dans toutes les études qui se présentent sous un aspect nouveau ou depuis longtemps oublié, plusieurs hommes de grand talent s'étant adonnés aux études anthropologiques avec enthousiasme et d'une manière exclusive, en ont exagéré les résultats; soit par la précipitation d'arriver, à l'appui d'expériences relativement encore peu nombreuses et parfois incomplètes, à des conclusions générales, soit parce que, absorbés par l'étude d'un côté seul de la question, ils ont négligé d'en considérer les autres côtés; et plus d'un d'entre eux ont fini par les mépriser et les nier.

D'autres, au contraire, provoqués par cet enthousiasme exclusif, tantôt poussés par l'orgueil de ne pas avouer qu'il y a des choses qu'ils ne connaissaient pas et par une certaine paresse à faire des études nouvelles; tantôt craignant de voir détruits, par la nouvelle école, des principes découlant de leur foi religieuse, ont rejeté, non seulement les déductions (souvent précipitées, erronées ou incomplètes), mais les faits mêmes indubitablement constatés. Des deux côtés on se lance des anathèmes mutuels.

Cet état de lutte est loin d'être à sa fin; on peut même dire qu'il monte à son apogée.

Pendant la cannonade, la fumée empêche de voir; mais laissons la fumée se dissiper; et, jetant un coup d'œil impartial sur le champ de bataille, tâchons de voir les choses telles qu'elles sont.

Tout point de vue exclusif a, par cela même, quelque chose de faux. C'est une présomption puérile de croire qu'il n'existe rien en dehors de ce que nous voyons clairement. S'il en était ainsi, tout progrès scientifique serait impossible; car ce progrès consiste précisément à arriver, par de nouvelles études, à voir ce qu'on ne voyait pas auparavant. D'un autre côté, c'est avoir peu de foi dans la vérité que de craindre qu'une vérité puisse être contraire à une autre.

Il faut tenir compte de tout; il ne faut rien négliger; il faut ne

pas s'étonner de ce qu'on ne peut pas comprendre tout de suite, ne pas se hâter de tirer des conclusions générales et synthétiques tant que l'analyse ne sera pas complète et confirmée par un nombre d'observations suffisant; il faut avoir le courage de persister jusqu'à ce qu'on arrive à saisir le tout dans son ensemble et dans la liaison naturelle de ses différentes parties.

L'école anthropologique moderne, en étudiant les faits, c'est-à-dire les conditions physiologiques et pathologiques de l'homme en rapport avec ses tendances et ses actions, en étendant ses observations à un grand nombre d'individus et les appuyant par les données statistiques, — en déduit que ces tendances et ces actions (à part l'influence concomitante des circonstances extérieures à l'agent) sont le résultat de ces conditions organiques, soit individuelles, soit héréditaires.

Or, il y a en cela, selon mon sentiment, une chose qui est vraie et une chose qui est inexacte. La chose vraie est que certains crimes sont commis de préférence par ceux qui se trouvent dans certaines conditions pathologiques ou physiologiques, et que ces conditions exercent une grande influence sur la détermination de leurs actes. Ceci est un fait; et, chez un esprit sain, il n'y aurait pas de bonne foi à le nier. La chose inexacte est de croire que, même en faisant la part due aux circonstances extérieures, la cause essentielle et déterminante des actions criminelles de l'homme est dans ses conditions organiques.

Ces conditions peuvent diminuer dans l'homme la force de résister à leur impulsion et, quelquefois, l'oblitérer tout à fait. Mais cette force de résistance existe, au moins *en puissance* : et il faut en tenir compte.

Malgré l'influence incontestable et parfois despotique de l'état de l'organisation de l'homme, il y a toujours, au fond de son être, un petit coin libre, au moins *en puissance*, lors même que cette liberté ne peut pas s'exercer d'une manière *actuelle*.

Les prédispositions organiques ayant besoin du concours de circonstances extérieures pour que l'homme produise des actes analogues, l'homme peut, jusqu'à un certain point, éviter ces circonstances et ne pas entrer, par conséquent, sous l'action de l'impulsion intérieure venant de ses tendances et de son organisme. S'il ne l'a pas fait, il pourra parfois ne pas être respon-

sable de l'action qu'il commet sous leur empire; mais il sera toujours responsable de s'être soumis à cet empire lorsqu'il aurait pu l'éviter.

Celui qui, devant se rendre de Saint-Petersbourg à Moscou, monte dans le train qui conduit à Vienne, n'est certainement pas responsable de ce que, pendant que le train est en course, il ne va pas à Moscou; car il est poussé vers Vienne par une force à laquelle il lui est impossible de résister. Mais il est responsable de ce que, dans la gare de Saint-Petersbourg, quand il pouvait choisir son train, il a mis volontairement le pied dans celui qui l'entraîne vers un but opposé au but qui lui était assigné. Et il sera toujours libre, à la première station (c'est-à-dire lorsque l'action de la force qui le pousse se sera arrêtée), de descendre du train de Vienne et de prendre, quoique avec des retards et avec plus de frais, le train de Moscou.

Pour mieux faire ressortir ma manière de voir, je me servirai encore d'une autre comparaison.

Le vêtement de l'homme répond, d'ordinaire, à la configuration de son corps. Ainsi, il y a des manches pour les bras, des pantalons pour les jambes, des souliers pour les pieds. Les mouvements du corps se font régulièrement si les habits sont bien faits. Mais il est évident que, si les manches de ma redingote sont fermées au bout, je ne pourrai me servir de mes mains; si mes pantalons sont trop longs ou trop serrés, si mes bottes sont trop étroites ou démesurément larges, je serai gêné dans les mouvements de mes jambes et de mes pieds. Et si, au lieu d'un pantalon pour chaque jambe je n'en avais qu'un seul pour toutes les deux, et encore bien collé, tout mouvement des jambes me serait impossible.

Ce que le vêtement est pour les mouvements du corps, le corps l'est pour les mouvements de la volonté, pour l'extrinsèque de notre activité intérieure; car, comme chaque partie du corps a, dans son vêtement, une partie qui y correspond, de même chaque faculté morale de l'homme a, dans son organisation physique, un organe correspondant. Si j'ai un corps mal conformé ou malade dans quelqu'un de ses organes essentiels, mon activité intérieure ne peut se manifester régulièrement, surtout dans les actes qui découlent de l'exercice d'une faculté morale, dont l'organe qui y

correspond dans mon corps est malade. Et, comme l'obstacle venant de cet organe malade se rencontre à chaque acte que l'homme veut produire, il se crée une anomalie habituelle dans l'exercice de la faculté qui a besoin de cet organe pour se manifester extérieurement.

Même chez l'homme dont l'organisation est dans l'état normal, cette anomalie peut se produire par l'exercice anormal de l'activité intérieure; qui, poussant dans les organes d'une manière excessive ou désordonnée, peut insensiblement les gâter. Et cette anomalie, comme tout ce qui touche aux conditions de l'organisme, peut aussi être transmise par la génération, soit comme un vice constant et commun à toute la lignée, soit par sauts, à différents degrés de la descendance.

L'altération morbide de l'organe et de la fonction physiologique peut être telle que l'exercice de la faculté morale correspondante devienne tout à fait impossible.

Ces altérations des organes sont donc, d'ordinaire, la conséquence de l'usage anormal de l'activité intérieure qui, se poussant d'une façon irrégulière, désordonnée, sur les organes correspondants à ses facultés, en les excitant trop, en les forçant au-delà des limites de leur nature, y produit des dégâts qui réagissent à leur tour sur cette activité et en rendent l'exercice de plus en plus difficile ou, parfois, complètement impossible. Et, lors même que ces altérations organiques sont héréditaires, c'est toujours un tel mauvais usage de l'activité morale, de la part des parents ou des aïeux, qui les a produites.

Or donc, puisqu'au fond c'est le mauvais usage de l'activité intérieure de l'homme qui produit ces altérations, puisque c'est le désordre moral qui, en dernière analyse, produit le désordre organique, — il est facile de voir que, en joignant à l'action thérapeutique sur les organes malades l'effort intérieur de l'activité morale pour écarter toute excitation anormale dans le corps et pour y imprimer un mouvement régulier, ordonné, on peut vaincre ou diminuer, peu à peu, cette anomalie, renforcer l'activité morale, affaiblir les obstacles qui s'opposent à sa manifestation normale; de même que l'on peut, jusqu'à un certain point, diminuer les défauts d'un habit mal coupé, qui vous gêne, jusqu'au point de pouvoir s'en servir passablement. Toutes les molécules

dont notre corps se compose se renouvellent sans cesse par un mouvement chimique continu ; en ajoutant à ce mouvement incessant de transformation moléculaire un mouvement moral incessant pour transformer en mieux l'exercice de l'activité intérieure, on peut coopérer efficacement à l'amélioration de l'organisme.

Si on se pénétrait profondément de la réalité et de la puissance de ces lois admirables, plusieurs maladies pourraient être évitées ou beaucoup plus facilement guéries.

Donc, les données de la science anthropologique sur la matière dont nous nous occupons sont très précieuses. Il faut toujours tenir compte des conditions organiques du criminel, ainsi que des circonstances dans lesquelles il s'est développé et dans lesquelles il se trouve au moment du crime ; mais, en se rapportant toujours à ce principe d'activité et de liberté intérieure qui, par ces conditions et ces circonstances, peut être diminué ou oblitéré dans son exercice et sa manifestation, mais qui ne cesse jamais d'exister dans l'homme, du moins à l'état de puissance.

C'est donc dans le mouvement intérieur de l'homme lui-même qu'on doit chercher la cause première de tout dérèglement, et par conséquent aussi de l'ivresse.

Lorsqu'il s'agit, comme ici, d'une question d'imputabilité, on ne peut se passer de ce point capital. Si l'on perd de vue dans l'homme la liberté de l'élection jointe à la conscience de ses actes, on ne peut plus parler d'imputabilité, on tombe dans le fatalisme. On ne peut plus parler, ni de crime, ni de punition ; car cela suppose toujours un rapport entre le mal qu'on inflige comme châtiment et le degré de volonté libre avec lequel l'action lésive d'un droit a été commise. Il ne s'agira plus que de se défendre contre l'acte de celui qu'on ne devrait plus alors appeler criminel, comme on se défend contre une tuile qui va vous tomber sur la tête, ou contre un chien enragé qui mord les passants.

§ 2. PRINCIPES DIRECTIONNELS DANS LA SOLUTION DE LA QUESTION QUI FORME L'OBJET DE CE RAPPORT.

Le chemin étant ainsi déblayé et éclairci, et ayant reconnu que, d'un côté, il y a dans l'homme ivre une altération organique qui

diminue ou rend tout à fait impossible l'exercice de la libre volonté dans la détermination de ses actes, mais que, d'un autre côté, la liberté initiale du choix, quoique entravée et parfois même complètement empêchée dans sa manifestation, existe toujours dans l'homme, au moins *en puissance*, il devient aisé de voir quels sont, au point de vue du droit pénal, les principes qui doivent nous guider dans la solution de notre question.

1° La loi ne peut punir un acte immoral qu'autant qu'il renferme une lésion de droit dangereuse pour la sécurité publique ;

2° Autre chose est le dommage matériel provenant d'un acte quelconque, autre chose étant le dommage moral, social, public, diminuant dans la masse des citoyens la conscience de leur sécurité (dommage qui ne peut découler que d'une lésion de droit venant de la mauvaise volonté ou de la négligence de l'agent), les lésions de droit ne peuvent être punies qu'autant que l'agent avait la conscience de ses actes et de la liberté du choix ;

3° Les conséquences d'un fait involontaire, bien qu'elles puissent être dangereuses, ne peuvent être punies ;

4° Les conséquences d'un fait volontaire peuvent être punies si l'agent a pu les prévoir, d'autant plus s'il les a prévues.

Je ne m'arrête point à développer ces principes ; soit parce qu'ils sont évidents par eux-mêmes ; soit parce qu'ils sont généralement reconnus par les criminalistes ; soit enfin parce que cet écrit s'adresse à des personnes qui peuvent être mes maîtres dans cette matière.

§ 3. APPLICATION DE CES PRINCIPES.

Appliquons maintenant ces principes à notre sujet.

D'après ce qu'on vient de voir, il est d'abord sans contestation que l'ivresse en elle-même ne doit jamais être punie lorsqu'elle est, non seulement involontaire, mais purement accidentelle, c'est-à-dire lorsque celui qui n'a pas l'habitude de s'enivrer tombe dans l'ivresse sans le vouloir ; en buvant, par exemple, par erreur, une boisson enivrante qu'il croit innocente. Dans l'acte qui l'a mis dans cet état, il n'y a, de sa part, aucune faute ; et il serait injuste de le lui imputer.

Mais, lorsque l'ivresse est volontaire, et d'autant plus lorsqu'elle est habituelle, y a-t-il lieu à punition de l'ivresse en elle-même ?

Tout dépend de voir s'il y a, oui ou non, une lésion de droit dans l'acte lui-même, ou du moins dans ses conséquences.

L'acte de s'enivrer, par lui-même, bien que volontaire, est contraire à la tempérance, par conséquent immoral ; mais il ne lèse le droit de personne.

L'état d'ivresse, qui est la conséquence de cet acte, est de mauvais exemple et expose ceux qui approchent l'homme ivre aux dangers des actes irréfléchis qui peuvent être commis dans cet état. Cependant, tant que l'ivresse ne dépasse pas le seuil de la maison, la loi pénale n'a rien à y voir, car elle ne peut punir les actes purement immoraux, ni défendre les citoyens contre tous les moindres dangers dont ils peuvent se garantir eux-mêmes.

Mais lorsque celui qui s'est complètement enivré se trouve dans la rue ou dans un lieu ouvert au public, la chose change d'aspect. La moralité et la sécurité publique sont des droits communs à tous les citoyens ; et il rentre dans les attributions du pouvoir social de les sauvegarder. Chaque femme honnête doit se garantir elle-même contre les attentats à la pudeur dont elle peut être l'objet dans sa vie privée ; mais si un tel outrage est fait en public, le pouvoir social ne peut rester indifférent.

Le cas est le même pour l'ivresse publique. Une telle ivresse, cette conséquence d'un acte volontaire, lèse le droit à la moralité publique. Par le danger de coups ou blessures auxquels sont exposés les passants à la présence d'un homme ivre, la sécurité, ou du moins la tranquillité publique est aussi amoindrie. — Et l'homme qui s'est enivré volontairement doit répondre des conséquences lésives de droit, quoique involontaires, de son acte volontaire.

Il est donc clair que l'ivresse volontaire, par elle-même, lorsqu'elle est publique, doit être punie, comme renfermant la lésion de la moralité et de la tranquillité publique. Mais comme ces lésions ne sont pas directement voulues et sont seulement la conséquence (qn'on pouvait cependant prévoir) d'un acte volontaire, la peine ne peut être que celle de la *faute*. Et, comme ces lésions de droit sont plutôt des lésions *en puissance* que des lésions

actuelles, le fait ne peut être considéré comme un délit et doit être rangé parmi les simples contraventions. Ce n'est donc pas l'acte immoral que l'on punit ; ce qu'on punit est la lésion (actuelle ou *en puissance*) de la moralité et de la tranquillité publique, qui est la conséquence, quoique involontaire, d'un acte voulu.

Pour compléter la garantie de ces droits, il faut punir aussi ceux qui favorisent l'ivresse publique ; c'est-à-dire ceux qui produisent à dessein un homme ivre dans le public, ainsi que les cabaretiers qui donnent des boissons alcooliques à des hommes manifestement ivres ou à des enfants. Il faut pour cela des dispositions spéciales, et on ne pourrait pas s'en rapporter aux règles générales de la complicité. Car le complice est celui qui coopère à la perpétration d'un délit ; et ici il n'y a pas de délit proprement dit, il y en a seulement le danger, à cause des conséquences ordinaires de l'acte volontaire de celui qui s'est enivré. L'homme ivre, d'ailleurs, n'est plus dans l'état normal de ses facultés, et l'enfant n'est pas encore arrivé à la plénitude de son développement. Celui, au contraire, qui produit l'homme ivre en public, celui qui donne des boissons enivrantes à un homme en état d'ivresse, ou à l'enfant, sait parfaitement ce qu'il fait ; et il doit répondre de son acte coupable, qui est indépendant de l'acte de celui qui s'enivre.

Une question de méthode législative peut être faite à ce sujet. Faut-il s'occuper de la punition de l'ivresse en elle-même dans le code pénal, ou ne vaut-il pas mieux placer ces dispositions dans les lois spéciales sur l'ivresse ?

Il faut d'abord remarquer que l'ivresse publique, en elle-même, non suivie de crime, étant une simple contravention de police, il ne peut être question de la placer dans le code pénal que là où les contraventions sont prévues par le code. Dans les pays où les contraventions de police forment l'objet d'un code à part, la question ne peut se rapporter qu'au code de police.

Cela posé, la question me paraît se résoudre facilement si l'on considère quelle est la nature d'un code et quelle est la nature d'une loi spéciale.

Le code doit s'occuper des infractions qui ont un caractère général et permanent ; la loi spéciale doit s'occuper des matières qui ont un caractère tout à fait particulier, ou qui, par leur nature,

peuvent être réglées différemment selon la variabilité des besoins venant des conditions sociales dans les différents temps.

Or, tout ce qui touche aux moyens, par exemple, de prévenir l'ivresse, de la rendre moins fréquente, d'en atténuer les conséquences, etc., est une matière tout à fait particulière, et la manière d'y pourvoir peut changer selon les circonstances. Il faut donc reléguer tout cela dans une loi spéciale sur l'ivresse.

Mais tout ce qui se rapporte à la défense des droits qui peuvent recevoir une lésion (quoique seulement *en puissance*) par le fait de l'ivresse publique volontaire, ayant un caractère général et permanent (car cela sera toujours nécessaire, quelque soit l'efficacité des mesures prises contre l'ivresse et quelque soit, dans les différentes époques, le nombre des hommes ivres), il est évident que tout cela doit être prévu dans le code sur les contraventions, soit qu'il forme un tout à part, soit qu'il ne constitue qu'une section du code pénal.

Passons maintenant à l'imputabilité du crime commis dans l'ivresse et occupons-nous d'abord du crime commis dans l'état d'ivresse complète.

Il est à remarquer, avant tout, que, lorsqu'on parle d'ivresse complète au point de vue du droit pénal, on n'entend jamais parler de l'ivresse arrivée à ce dernier degré qui produit la léthargie et l'incapacité de tout mouvement; car, dans un tel état, non seulement le crime, mais toute action devient impossible (*). On appelle ivresse complète, en droit pénal, ce degré d'ivresse qui ôte complètement à l'homme ivre la conscience de ses actes et la liberté de ses déterminations sans lui rendre impossible les mouvements de son corps.

Si l'ivresse complète (entendue dans ce sens) est involontaire ou purement accidentelle, il est évident que le crime commis dans cet état ne peut être aucunement imputable. Il ne peut pas être imputé comme le fruit du *dol*, parce qu'il n'y avait, chez l'agent, ni la volonté de le commettre, ni la conscience de ce qu'il faisait. Il ne peut être imputé comme le fruit d'une *faute*, puisque

(*) On doit cependant excepter le cas où le crime consiste dans une omission : par exemple lorsque le soldat, par suite d'ivresse, ne se trouve pas au poste de son service. Dans ce cas, son ivresse peut même être léthargique.

l'acte, dont il a été la cause indirecte, n'a pas été volontaire et puisque cette conséquence ne pouvait être prévue.

La question regarde donc uniquement l'imputabilité du crime commis dans l'état d'ivresse complète et volontaire.

Dans ce cas, si l'agent n'avait pas projeté le crime avant de s'enivrer, le crime n'est pas non plus imputable comme le fruit du *dol*, car, pas plus que dans le cas précédent, il n'y a ici ni volonté, ni conscience. Mais ce cas diffère du précédent en ce que, ici, l'acte de s'enivrer, dont le crime a été la conséquence (quoique non nécessaire), ayant été volontaire, l'agent pouvait prévoir la possibilité d'un crime, comme conséquence éventuelle de son crime; car chacun sait que l'homme ivre, n'ayant plus la conscience de ce qu'il fait, peut commettre des actes qu'il ne commettrait pas s'il avait conscience de soi-même. Son crime lui est donc imputable comme le fruit de *faute* de sa part. Il n'est pas imputable du crime en lui-même : il est imputable de ce qu'il s'est mis volontairement dans un état où le crime pouvait se commettre sans sa volonté, et de ce qu'il n'a pas prévu cette conséquence possible de son acte volontaire, tandis qu'il aurait pu la prévoir.

La question est plus difficile et plus délicate lorsque le crime commis dans l'ivresse complète et volontaire a été conçu et projeté par l'agent avant de s'enivrer et que l'agent s'est enivré exprès pour s'enhardir à le commettre ou pour se ménager une excuse.

Si l'on ne considère que le moment où le crime est commis, il est impossible de ne pas reconnaître que, à ce moment, il n'y a dans l'agent ni conscience de ses actes ni liberté dans les déterminations de sa volonté. C'est pour cela que plusieurs ne font aucune distinction entre ce cas et le cas précédent; pour eux, tout crime commis en état d'ivresse volontaire et complète ne peut être imputé que comme fruit d'une *faute* et doit être puni de la même manière.

Mais ceux qui pensent ainsi ne tiennent pas compte, selon moi, d'une différence bien grave qu'il y a entre l'un et l'autre de ces deux cas.

Dans les deux cas, le crime pouvait être prévu; mais, tandis que, dans le premier, le crime *n'a pas été prévu*, dans le second cas, le crime, non seulement a été prévu par l'agent avant de s'enivrer, mais *il a été voulu*; et l'agent l'a voulu avec une déter-

mination tellement réfléchie qu'il a employé volontairement l'ivresse comme un moyen pour le commettre avec une facilité plus grande. Il y avait donc *dol* de la part de l'agent *dans le projet du crime* et *dans l'emploi de l'ivresse comme moyen* pour le commettre.

Il est vrai que ce *dol* n'existait pas *actuellement* au moment où le crime a été consommé; mais il n'en est pas moins vrai que c'est le *dol* de l'agent qui a dirigé au crime l'état d'ivresse, pendant laquelle le crime a été commis. Le crime a donc été, au fond, le produit du *dol*; car il serait bien difficile d'établir dans ce cas que le crime aurait été de même perpétré sans la détermination préalable de le commettre, par laquelle l'agent a volontairement employé l'ivresse comme instrument pour en faciliter l'exécution.

Je reviens à mon exemple du train de chemin de fer. Si, ayant le devoir de rester à Saint-Petersbourg, je prends volontairement le train de Vienne pour être à l'étranger, je ne pourrais pas alléguer comme excuse que, me trouvant dans le train qui m'emportait contre ma volonté, je ne suis pas responsable de ne pas m'être trouvé à Saint-Petersbourg : car on me répondrait facilement que je suis responsable précisément d'avoir employé à dessein la force irrésistible de la locomotive pour m'absenter de Saint-Petersbourg et pour manquer à mon devoir.

Il me paraît donc incontestable que le crime commis dans l'état d'ivresse complète, provoquée à dessein pour le commettre plus facilement ou pour se procurer une excuse, doit être imputé et puni *comme le fruit du dol*, c'est-à-dire de la volonté de l'agent. Seulement, parce que l'agent ne pouvait pas être sûr que le crime s'ensuivrait positivement; parce que le fait même d'avoir recouru à l'ivresse, comme à un moyen de s'enhardir, montre que la détermination criminelle n'était pas si solidement arrêtée et puissante pour suffire par elle-même à commettre le crime sans recourir à ce moyen, — il faut en conclure que l'imputabilité de l'agent (quoique différente et beaucoup plus grande que l'imputabilité de celui qui a commis le crime, pendant l'ivresse volontaire complète, sans l'avoir prévu) est cependant moindre que celle de l'agent qui a commis le crime dans l'état ordinaire et normal de ses facultés.

Par ce que je viens de dire, il va de soi-même que les règles

de ces deux cas s'appliquent au crime commis pendant l'ivresse complète volontaire, soit qu'elle constitue pour l'agent un cas isolé, extraordinaire, soit qu'elle constitue une habitude. Seulement, dans ce dernier cas, le degré de la peine doit être plus élevé; non pas en rapport au crime lui-même, mais en rapport à l'ivresse, qui constitue pour l'homme ivre une faute plus grave lorsqu'elle est une faute quotidienne, que lorsque (bien que volontaire) elle n'est qu'un cas exceptionnel.

Il est presque superflu d'ajouter que, involontaire ou volontaire, — contractée volontairement, sans ou avec intention criminelle, — si l'ivresse est incomplète, le crime commis dans cet état est toujours imputable; car, dans l'ivresse incomplète, la conscience des actes et la liberté des déterminations ne sont pas détruites. Mais, comme elles sont diminuées à un degré plus ou moins grand, la peine ordinaire du crime doit être diminuée dans la double proportion du degré de l'ivresse et de ses modalités; c'est-à-dire, selon qu'elle est involontaire, — ou volontaire sans intention criminelle préalable, — ou volontairement procurée en vue de faciliter la perpétration du crime ou pour en être moins sévèrement puni.

Les considérations qui précèdent tracent la route pour résoudre une question de codification assez importante : « Doit-on, dans « un code pénal, parler d'une manière explicite de l'imputabilité « des crimes commis en état d'ivresse, ou bien est-il préférable « de la comprendre, sans la nommer, dans une formule générale « qui embrasse tous les cas où le délinquant n'avait pas, au moment de l'action, la conscience de ce qu'il faisait ou le choix de « ses actes ? »

Le système d'une formule générale a l'attrait de la simplicité et l'avantage d'éviter le danger que, dans l'interprétation de la loi, on puisse croire exclus du nombre de causes de justification ou d'excuse les cas dont la loi n'a pas fait mention spéciale. Mais, comme, lorsqu'il s'agit de crime commis dans l'état d'ivresse, il peut se faire que, même dans le cas d'ivresse complète, l'action criminelle (ainsi qu'on l'a vu) ne soit pas exempte de dol, et comme la solution des questions qui se rattachent à ce point capital présente assez de difficultés, il ne paraît pas convenable de laisser au magistrat une si grande latitude d'interprétation, qui

porterait à une grande difformité de jurisprudence; mais il paraît, au contraire, plus correcte de définir ces questions dans le code lui-même. Cette méthode n'ôte rien à l'utilité de la formule générale qu'on y pourrait tout de même insérer, car elle vaudrait pour tous les cas où il n'y aurait point de dispositions spéciales. Et ces dispositions spéciales elles-mêmes ne feraient que confirmer et éclaircir le principe général en montrant de quelle manière on doit l'appliquer dans les cas où cette application pourrait présenter des doutes sérieux.

La loi positive peut laisser beaucoup à la sagacité du juge dans les matières où tous sont d'accord sur les principes de la science; mais elle doit, par des dispositions expresses, faciliter une sage et uniforme application de ces principes sur le champ de la justice pénale, lorsque cet accord n'existe pas encore sur le champ de la science.

§ 4. SOLUTION DE LA QUESTION QUE JE SOUMETS AU CONGRÈS.

Par tout ce que je viens d'indiquer sommairement, voici quelle me paraît être la solution de la question proposée sur l'ivresse au point de vue de la législation pénale, solution que je soumets à la sagesse du Congrès :

1^o L'ivresse, en elle-même, ne peut jamais être punie lorsqu'elle est involontaire et accidentelle.

L'ivresse volontaire, lorsqu'elle est publique, doit être punie comme renfermant un danger pour la moralité et la tranquillité publique, c'est-à-dire une lésion de droit, au moins *en puissance*; et le degré de la peine doit être plus élevé lorsque l'ivresse est habituelle.

L'ivresse publique par elle-même, quoique volontaire, ne renfermant pas les caractères d'un véritable délit, ne constitue qu'une contravention et ne doit être punie que par des peines de police.

Ces peines doivent aussi s'appliquer à ceux qui, volontairement, produisent un homme ivre en public, ainsi qu'aux cabaretiers qui donnent des boissons alcooliques à des hommes manifestement ivres ou à des enfants manifestement au-dessous de quatorze ans.

2° Dans le cas de crime ou délit commis en état d'ivresse :

a) Lorsque l'ivresse est complète.

Si elle est involontaire et accidentelle, l'agent n'est jamais pénalement responsable. Si elle est volontaire, et d'autant plus si elle est habituelle, et l'agent n'avait pas projeté l'acte criminel avant de s'enivrer, le crime ou délit commis pendant l'ivresse doit être imputé et puni comme fruit de la *faute*.

Si, au contraire, l'agent avait projeté le crime ou délit avant de s'enivrer, et qu'il se soit enivré exprès pour en faciliter l'accomplissement ou pour se procurer une excuse, le crime ou délit est puni comme le fruit de *dol*, mais avec une peine considérablement moindre que la peine ordinaire.

b) Lorsque l'ivresse est incomplète, le crime ou délit commis pendant l'ivresse est toujours imputable, quoique moins que dans les cas ordinaires. N'importe si l'ivresse a été volontaire ou involontaire; — si, dans le cas d'ivresse volontaire, l'agent avait projeté, ou non, l'action criminelle avant de s'enivrer. — Cependant, pour déterminer le degré de diminution de la peine ordinaire, il faut tenir compte, soit du degré de l'ivresse, soit du concours ou non de la volonté de l'agent dans l'acte de s'enivrer, et de l'emploi volontaire qu'il a pu faire de l'ivresse comme d'un moyen pour se faciliter la perpétration du crime projeté d'avance.

§ 5. REMARQUE GÉNÉRALE.

Telle est la solution que je sou mets au Congrès sur la question de législation pénale relative à l'ivresse.

Mais il ne faut pas oublier que la loi ne peut donner que la direction générale, en fixant clairement les bases de droit essentielles pour chaque jugement. Il appartient aux juges d'en saisir l'esprit et de l'appliquer convenablement à chaque cas individuel.

Il y en a plusieurs qui croient que la prospérité d'un Etat est assurée lorsqu'il y a de bonnes lois. Les bonnes lois sont nécessaires, sans doute; mais ce n'est pas tout. La garantie véritable du fonctionnement régulier et salubre du pouvoir social est dans les qualités personnelles de ses fonctionnaires.

La loi est faite pour l'homme, c'est-à-dire pour un être moral, un dans sa nature, multiple dans ses variétés individuelles. La loi ne peut devenir un élément vital de la société qu'autant que, en s'incarnant dans les différents cas spéciaux, elle est appliquée d'une manière correspondante aux différentes conditions de chaque individu.

Et cela ne peut être fait, dans les matières pénales, que par des magistrats qui soient eux-mêmes l'incarnation vivante de la loi; qui, à la connaissance exacte de la loi positive, au sentiment droit de son esprit, au zèle de la justice et de la sécurité publique unissent un amour sincère et impartial pour l'homme qu'ils sont appelés à juger; de sorte qu'ils ne soient pas portés à considérer d'avance chaque prévenu comme un ennemi de la société, mais qu'ils gardent la liberté de reconnaître les cas, qui ne sont pas si rares, où l'accusé, au fond, est plus malheureux que coupable.

Rome, mars 1889.

TANCRÈDE CANONICO.



TABLE I.

Malades d'alcoolisme traités dans les hôpitaux civils du Royaume d'Italie, d'après les provinces, dans les années 1883-84-85.

PROVINCES	Nombre des malades alcoolistes ou ivres		Chiffres proportionnels à 10,000 malades en général
	TOTAL	MORTS	
Piémont.	253	23	18,1
Ligurie	162	24	44,1
Lombardie	935	45	44,0
Vénétie	557	36	98,6
Emilie.	226	26	31,3
Toscane.	461	26	44,0
Marches.	136	20	61,9
Ombrie	19	3	14,1
Latium	61	8	6,6
Abruzzes	2	—	3,5
Campanie.	11	2	2,3
Pouille et Basilicate . . .	14	1	5,5
Calabres.	4	1	4,9
Sicile	26	7	6,6
Sardaigne.	19	1	27,5
Total pour le Royaume	2,886	223	32,6

TABLE II.

Malades d'alcoolisme traités dans les hôpitaux civils du Royaume d'Italie, d'après les provinces, pendant l'année 1885.

PROVINCES	Nombre des malades par suite de				Nombre des autres maladies dont la source première a été l'abus de boisson alcoolique	Alcoolistes	Chiffres proportionnels à 10,000 sortis	
	alcoolisme		ivresse				Ivres	Malades d'au- tres maladies déterminées par des abus alcooliques
	Total	Morts	Total	Morts				
Piémont	39	1	18	—	107	8,3	3,8	22,7
Ligurie	25	3	8	1	60	20,0	6,4	48,1
Lombardie	134	14	198	2	226	18,3	27,1	30,9
Vénétie	123	8	84	2	126	56,8	38,8	58,2
Emilie	39	8	18	—	84	15,0	10,8	32,4
Toscane	47	6	125	1	77	13,8	36,8	22,6
Marches	20	5	2	—	40	26,1	2,6	52,3
Ombrie	2	—	1	—	9	4,7	2,3	21,0
Latium	13	2	13	—	12	4,2	4,2	3,9
Abruzzes	1	—	—	—	3	5,8	—	17,5
Campanie	2	1	6	1	42	1,0	3,0	21,3
Pouilles	7	—	2	1	8	6,7	1,9	7,7
Basilicate	1	—	—	—	—	9,7	—	—
Calabres	—	—	—	—	5	—	—	12,7
Sicile	5	3	—	—	47	3,6	—	34,3
Sardaigne	10	—	1	—	6	26,4	2,6	15,8
Total p ^r le Royaume	468	51	486	8	852	15,0	15,6	27,3

TABLE III.

Décédés par suite d'alcoolisme et d'ivresse dans les communes chefs-lieux de province, d'arrondissement ou de district, dans les années 1881-86.

TOTAL DES COMMUNES chefs-lieux de province, d'arrondissement, de district, dans chaque province	Chiffres absolus		Chiffres proportionnels		
	Morts par suite		à 10,000 morts en général		à 10,000 hab.
	Alcoolisme	Ivresse	Alcoolisme	Ivresse	Ivresse et alcoolisme
Piémont	184	14	17,4	1,33	0,54
Ligurie	120	8	26,0	1,73	0,75
Lombardie	444	22	29,1	1,44	0,97
Vénétie	444	21	29,4	1,39	0,85
Emilie	171	7	12,7	0,52	0,39
Toscane	106	11	10,9	1,13	0,32
Marches	94	3	34,6	1,10	1,—
Ombrie	17	1	7,1	0,42	0,20
Latium	59	11	10,0	1,86	0,32
Abruzzes	6	1	0,2	0,37	0,07
Campanie	30	7	2,1	0,48	0,08
Pouilles	25	3	4,8	0,58	0,17
Basilicate	1	—	1,1	—	0,03
Calabres	7	5	2,1	1,47	0,11
Sicile	48	3	3,2	0,20	0,08
Sardaigne	34	4	17,5	2,06	0,49
Total pr le Royaume	1,790	121	14,5	0,98	0,44

TABLE IV.

Malades d'alcoolisme dans les hôpitaux civils.

ÉTATS	ANNEES	Individus traités pour alcoolisme ou ivresse	
		Chiffres effectifs	Par rapport à 10,000 malades en général
Italie	1883-1885	2,886	33
Empire d'Allemagne {	1877-1882	26,909	91
	1883-1885	26,319	157
Prusse {	1877-1882	3,388	118
	1883-1885	20,357	219
Bavière {	1882	191	21
	1883-1885	723	25
Saxe {	1882	274	102
	1883-1885	1,076	225
Autriche Cisleithane {	1882-1883	2,843	56
	1884-1885	3,501	67
Suède	1882	519	127

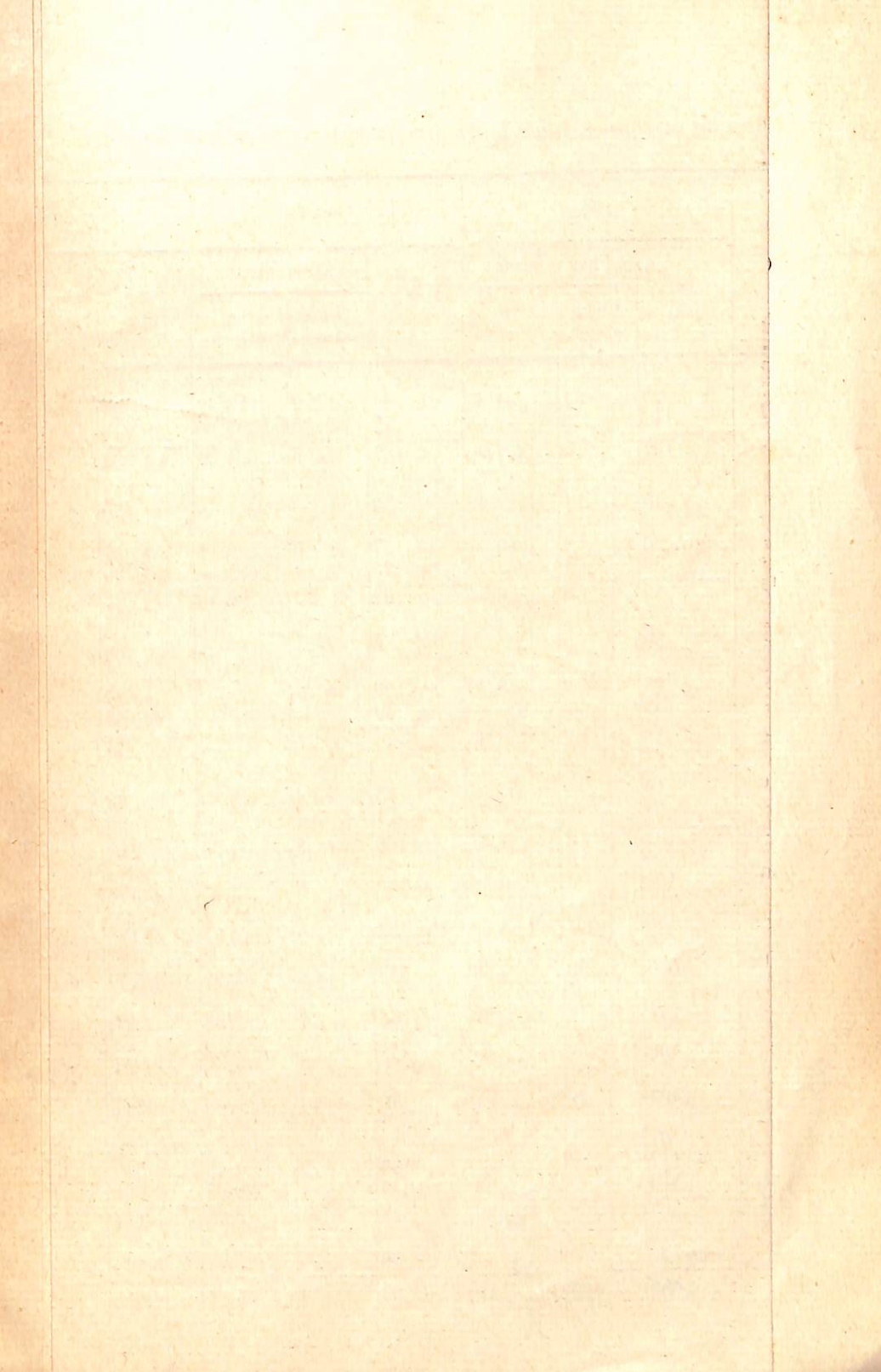


TABLE VII.

Crimes contre les personnes, jugés par le jury et suivis de condamnation dans les an

PROVINCES	DISTRICTS de Cours d'assises	1880			1881			1882	
		En total	PAR IVRESSE		En total	PAR IVRESSE		En total	PAR IV
			Chiffres effectifs	Sur 100 crimes		Chiffres effectifs	Sur 100 crimes		
Piémont	Casal.	23	1	4,35	24	2	8,33	24	1
	Turin	112	3	2,68	77	3	3,90	70	2
	TOTAL.	135	4	2,96	101	5	4,95	94	3
Ligurie.	Gênes.	45	1	2,22	30	—	—	36	4
Lombardie	Milan.	20	2	10,—	37	3	8,11	41	4
	Brescia.	30	1	3,33	25	1	4,—	36	2
	TOTAL.	50	3	6,—	62	4	6,45	77	6
Vénétie.	Venise	59	—	—	56	—	—	69	5
Toscane	Lucques	23	2	8,70	26	—	—	21	—
	Florence	53	—	—	49	—	—	53	2
	TOTAL.	76	2	2,63	75	—	—	74	2
Emilie	Parme et Modène	19	—	—	25	2	8,—	34	—
	Bologne.	88	2	2,27	71	—	—	95	—
	TOTAL.	107	2	1,87	96	2	2,08	129	—
Marches et Ombrie	Ancone et sections.	191	1	0,52	180	6	3,33	178	1
Latium.	Rome.	180	7	3,89	182	5	2,75	183	6
Campanie, Molise, Basilicate	Naples et sections.	636	29	4,56	743	58	7,81	730	51
Abruzzes.	Aquila	244	17	6,97	165	13	7,88	185	21
Pouilles	Trani.	260	5	1,92	200	8	4,—	195	10
Calabres	Catanzaro.	403	21	5,21	286	14	4,89	265	5
Sicile.	Messine.	61	—	—	54	—	—	32	1
	Catane	127	—	—	135	2	1,48	147	2
	Palerme	318	—	—	346	2	0,58	445	3
	TOTAL.	506	2	0,39	535	4	0,75	624	6
Sardaigne	Cagliari.	91	—	—	86	—	—	114	1
TOTAL GÉNÉRAL POUR LE ROYAUME.		2,983	94	3,15	2,797	119	4,25	2,953	121

années 1880-86, avec les chiffres de ceux qui ont été causés par l'ivresse.

RESSE	1883			1884			1885			1886		
	En total	PAR IVRESSE		En total	PAR IVRESSE		En total	PAR IVRESSE		En total	PAR IVRESSE	
		Chiffres effectifs	Sur 100 crimes		Chiffres effectifs	Sur 100 crimes		Chiffres effectifs	Sur 100 crimes		Chiffres effectifs	Sur 100 crimes
4,17	44	—	—	38	—	—	14	1	7,14	19	—	—
2,86	106	—	—	68	—	—	45	—	—	31	2	6,45
3,19	150	—	—	106	—	—	59	1	1,70	50	2	4,—
11,11	45	3	6,67	45	2	4,44	29	1	3,45	29	1	3,45
9,76	53	1	1,89	27	—	—	29	—	—	25	—	—
5,56	42	3	7,15	33	2	6,06	25	1	4,—	17	1	5,88
7,79	95	4	4,21	60	2	3,33	54	1	1,85	42	1	2,38
7,25	73	1	1,37	52	—	—	47	—	—	31	—	—
—	33	1	3,03	29	3	10,34	28	—	—	27	—	—
3,77	67	1	1,49	53	3	5,66	42	—	—	32	—	—
2,70	100	2	2,—	82	6	7,32	70	—	—	59	—	—
—	31	—	—	16	—	—	21	—	—	21	—	—
—	83	1	1,20	47	1	2,13	34	—	—	38	—	—
—	114	1	0,87	63	1	1,59	55	—	—	59	—	—
0,56	167	5	2,99	133	3	2,26	82	4	4,88	79	—	—
3,28	190	8	4,22	127	4	3,15	132	2	1,52	148	3	2,03
7,49	591	22	3,72	358	22	6,15	494	10	2,02	508	10	1,97
11,35	170	11	6,47	100	10	9,09	130	—	—	140	3	2,14
4,10	190	5	2,63	146	7	4,79	234	7	2,99	92	—	—
1,89	301	10	3,36	250	12	4,80	250	8	3,20	240	8	3,33
3,13	49	—	—	34	—	—	31	—	—	34	2	5,88
1,36	127	1	0,79	120	1	0,83	115	1	0,86	92	—	—
0,67	479	11	2,30	314	5	1,59	279	2	0,72	311	3	0,96
0,96	655	12	1,83	468	6	1,28	425	3	0,70	437	5	1,14
0,88	139	—	—	77	1	1,30	101	—	—	53	—	—
4,10	2,980	84	2,82	2,077	76	3,66	2,162	37	1,71	1,967	33	1,68

Décédés par
lieux d
années
 TOTAL DES
 chefs-lieux
 d'arrondissen
 dans chaq

Piémont .
 Ligurie .
 Lombardi
 Vénétie .
 Emilie .
 Toscane .
 Marches
 Ombrie
 Latium
 Abruzzes
 Campanie
 Pouilles
 Basilicate
 Calabres
 Sicile .
 Sardaigne
 Total p^r l

Italie
 Emp
 Prus
 Bav
 Sax
 Aut
 Suè

TABLE V.

Décédés par suite d'ivresse ou d'alcoolisme.

ÉTATS	ANNÉES	Chiffres effectifs	Par rapport à un million d'habitants (chaque année)
Italie (284 chefs-lieu).	1881-1886	1,911	44
Belgique	1881-1884	2,137	76
Hollande	1869-1874	456	21
Suisse (12 cantons)	1880-1883	580	88
Angleterre et Galles.	1880-1884	6,038	46
Ecosse	1880-1883	916	61
» (8 villes principales)	1880-1883	441	83
Irlande	1880-1885	912	30
Suède	1880-1883	623	34
» (89 villes)	1880-1882	200	99
Russie d'Europe	1882	5,519	70
Danemark (villes principales).	1880-1882	465	274
Massachussets	1880-1883	474	65
Connecticut.	1876-1882	351	80
Paris	1880-1881	416	95
Londres	1877-1884	2,110	74
Berlin	1876-1883	363	40
Vienne	1881	26	36

TABLE VI.

*Aliénés par suite de phrénose alcoolique traités dans les hôpitaux
d'aliénés du Royaume.*

ANNÉES	Total des aliénés présents au 31 décembre		Aliénés par suite de phrénose alcoolique		Sur 1,000 aliénés il y avait par suite de phrénose alcoolique	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
1883. . .	10,121	9,327	533	49	52,6	5,2
1884. . .	10,193	9,426	513	40	50,3	4,2
1885. . .	9,833	9,270	483	35	49,1	3,8
1886. . .	9,630	8,089	454	32	47,1	4,0
1887. . .	9,609	7,983	477	42	49,6	5,2

TABLE VIII.

*Crimes et délits causés par les passions, dénoncés
dans les années 1884-85-86 (moyenne sur 100,000 habitants) (a).*

PROVINCES	TOTAL des crimes et délits	CRIMES ET DÉLITS DÉNONCÉS			
		Rébellion, violences, outrages aux dépositaires ou aux agents de la force publique	Délits contre les mœurs et l'ordre des familles	Meurtres et vols avec homicide	Coups et blessures
Piémont	597,64	18,53	10,93	7,40	79,64
Ligurie	862,34	39,33	17,78	7,77	115,12
Lombardie	596,25	20,40	11,36	3,38	76,99
Vénétie	825,55	31,22	11,56	4,56	70,87
Emilie	680,26	28,84	9,16	6,31	67,49
Toscane	683,94	10,37	14,17	10,82	69,88
Marches	682,54	27,25	10,36	10,22	141,53
Ombrie	720,03	25,64	14,16	11,60	157,63
Rome	1,696,30	87,22	23,98	24,90	362,16
Abruzzes et Molise	1,052,68	42,84	22,42	23,51	311,04
Campanie	1,225,24	52,00	19,24	29,75	338,69
Pouilles	758,58	49,61	15,27	15,94	179,37
Basilicate	960,66	33,75	26,44	23,98	239,15
Calabres	1,381,87	47,49	36,94	31,88	366,12
Sicile	986,49	41,02	23,50	24,94	216,99
Sardaigne	1,366,52	38,81	25,66	25,02	119,94
Moyenne pour tout le Royaume . .	875,18	34,34	16,54	15,15	163,77

(a) La proportion est celle résultant de la statistique de 1881.

TABLE IX.

Crimes et délits commis en état d'ivresse par rapport au nombre total et par rapport à chaque centaine de condamnés dans les années 1877-78-79.

PROVINCES DE NAISSANCE des condamnés	Nombre des demandes pour assignation aux bagues ou à des maisons de peine (hommes) pendant les années 1877-78-79	Condamnés qui ont commis le crime ou délit en état d'ivresse	Proportion par chaque centaine de condamnés
Lombardie et Vénétie	2,387	20	8,3
Piémont et Ligurie.	1,315	32	24,3
Toscane.	1,078	1	0,9
Parme et Modène	565	4	7,1
Rome, Ombrie, Marches, Romagnes	2,766	63	22,7
Provinces napolitaines	6,451	107	16,6
Sicile et Sardaigne	3,958	27	6,8
Etranger	68	2	—
	18,588	256	12,3

TABLE X.

*Nombre des crimes et délits commis dans les jours de fête,
par rapport à une centaine de crimes et délits de chaque catégorie.*

	JUGES par les cours d'assises	JUGES par les tribunaux
Rébellions, résistances à l'autorité	68,1	78,5
Viols	65,3	67,4
Parricides, uxoricides, infanticides	56,9	—
Meurtres	72,8	74,8
Homicides en rixe	78,0	76,0
Jeux défendus	—	83,8
Blessures suivies de mort.	71,3	—
Coups et blessures volontaires	69,6	82,0
Menaces et vagabondage	—	72,4
Vols sur les grands chemins.	61,5	—
Vols	61,2	66,8
Exposition et substitution d'enfants	—	34,8
Recels et achats d'objets volés	63,9	—
Soustractions de dépôts publics	—	39,3
Fraudes et détournements	33,9	62,4
Faux divers	47,8	49,4
Calomnies et faux témoignages.	12,0	—
Vols avec homicide	31,2	—
Banqueroutes	26,4	42,8

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction	1

I

IVRESSE ET SES CONSÉQUENCES.

§ 1. Ivresse	4
§ 2. Conséquences de l'ivresse	7
a) Nombre des buveurs	8
b) Nombre des malades par suite d'ivresse ou d'alcoolisme	11
c) Nombre des morts par suite d'ivresse ou d'alcoolisme	12
d) Nombre des aliénés par suite d'ivresse ou d'alcoolisme	13
e) Nombre des délinquants ivres ou alcooliques	14
f) Nombre des délinquants, fils d'alcoolistes	16
§ 3. Indication de quelques travaux sur cette matière	16

II

L'IVRESSE AU POINT DE VUE DES LÉGISLATIONS POSITIVES ET DES PRINCIPAUX ÉCRIVAINS.

§ 1. Législations pénales sur l'ivresse	20
a) Quant à l'ivresse en elle-même	21
b) Quant aux crimes commis dans l'ivresse.	22
§ 2. Opinions principales des écrivains sur l'ivresse au point de vue du droit pénal	25

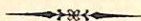
III

L'IVRESSE AU POINT DE VUE DES PRINCIPES DU DROIT.

§ 1. Ce qu'il y a de vrai et ce qu'il y a de faux dans l'application des principes de l'école anthropologique à l'imputabilité pénale	28
§ 2. Principes directionnels dans la solution de la question qui forme l'objet de ce rapport	33
§ 3. Application de ces principes	34
§ 4. Solution de la question que je sou mets au Congrès	41
§ 5. Remarque générale	42

TABLES

	Pages
TABLE I. Malades en Italie, par suite d'alcoolisme, dans les années 1883-84-85	44
» II. Spéciale pour l'année 1885	45
» III. Décédés par suite d'alcoolisme ou ivresse	46
» IV. Malades (tables comparatives pour quelques Etats)	46
» V. Décédés (tables comparatives pour quelques Etats)	47
» VI. Aliénés en Italie par suite de phrénose alcoolique	47
» VII. Crimes contre les personnes jugées par les jurés, commis par suite d'ivresse dans les années 1880-1886	46 a
» VIII. Crimes et délits, fruit des passions excitées le plus souvent par l'ivresse	48
» IX. Crimes et délits commis par suite d'ivresse dans les années 1877-78-79	49
» X. Crimes et délits commis dans les jours de fête	49



115416



PROVINCIA DI TORINO
BIBLIOTECA

Legato Anselmi

OA. - b

327